

African Studies Centre Leiden  
The Netherlands

<<Ceux qui combattent beaucoup sans  
peur, qui tuent sans pitié<sup>1</sup>>>

Effets du recrutement d'enfants de moins de  
15 ans par les Anti-Balaka (2013-2014)

Marius Crépin Mougua, Jonna Both and  
Mirjam de Bruijn  
(African Studies Centre Leiden)

---

<sup>1</sup> Nyk, Avril 2018 : <<J'étais dans ce groupe comme enfant soldat. 'Enfant soldat' c'est-à-dire ceux qui combattent beaucoup sans peur, qui tuent sans pitié, c'est le rôle que j'ai joué>> La citation fait référence au façon que les jeunes se sont vu à travers les rôles qui leurs était donnée au groupes armées.

African Studies Centre Leiden  
P.O. Box 9555  
2300 RB Leiden  
The Netherlands

Telephone +31-71-5273372  
Website [www.ascleiden.nl](http://www.ascleiden.nl)  
E-mail [asc@asc.leidenuniv.nl](mailto:asc@asc.leidenuniv.nl)

© Jonna Both, [jcboth@gmail.com](mailto:jcboth@gmail.com)  
Marius Crépin Mougua ([c.m.mougua@hum.leidenuniv.nl](mailto:c.m.mougua@hum.leidenuniv.nl))  
Mirjam de Bruijn ([bruijnm@ascleiden.nl](mailto:bruijnm@ascleiden.nl))

## Table de matières

INTRODUCTION.....	4
CHAPITRE I : METHODE DE L'ETUDE .....	5
I.1- Une démarche ethnographique .....	5
I.2- Considérations éthiques .....	7
I.3- Terminologie.....	9
I.4- Le site de l'étude et la population cible.....	11
I.5- Les outils de collecte.....	12
I.6- Difficultés d'ordre pratique et méthodologique .....	13
1.7 Les limites de l'étude .....	14
CHAPITRE II : PRESENTATION DU GROUPE ANTI-BALAKA : CREATION, ORGANISATION, ZONES DE COUVERTURE.....	15
II.1- Naissance des Anti-balaka .....	15
II.2- Organisation du groupe anti-balaka .....	19
CHAPITRE III : LE RECRUTEMENT ET L'UTILISATION DES ENFANTS DE MOINS DE 15 ANS PAR LES ANTI- BALAKA ENTRE 2013 ET 2014. ....	22
III.1- Enfants de moins de 15 ans recrutés par les Anti-balaka durant la crise en Centrafrique .....	22
III.2- L'utilisation des enfants dans les groupes anti-balaka .....	28
CHAPITRE IV : LES EFFETS DE L'ENROLEMENT DES ENFANTS DE MOINS DE 15 ANS PAR LES ANTI- BALAKA ENTRE 2013 ET 2014 .....	32
IV.1- Les mutilations et assassinats d'enfants .....	32
IV.2- Les effets de l'enrôlement des jeunes enfants sur leur scolarité et leur milieu de vie.....	34
IV.3- Les effets de l'enrôlement des jeunes enfants sur leur conduite .....	36
IV.4- Le manque d'opportunités après les conflits .....	38
IV.5- Les effets de l'enrôlement des enfants sur le plan psychologique .....	40
CHAPITRE V : LES RELATIONS ET LA LOYAUTÉ ENVERS LES ANCIENS CHEFS DE GROUPES ARMÉS PERSISTENT .....	42
V.1- Connexions, réseaux et contact régulier avec les Comzones.....	42
V.2- Potentiel de remobilisation.....	44
V.3- Les Comzones comme des intermédiaires clés pour l'UNICEF et les ONG .....	44
V.4- Les figures paternelles et sentiments de reconnaissance.....	45
CHAPITRE VI : DISCUSSION ET CONCLUSION SUR LES EFFETS A LONG TERME .....	47
Bibliographie .....	50
Ouvrages .....	50
Articles scientifiques .....	50
Rapports des Instituts de recherche et d'ONG .....	51
Actes juridiques, Conventions, Traités.....	52
Reportage média.....	52

## INTRODUCTION

Ce rapport fait une analyse des informations sur la manière dont les jeunes de moins de 15 ans, recrutés en RCA par les Anti-Balaka entre 2013 et fin 2014, ont été affectés par cette expérience. Les données utilisées dans ce rapport ont été obtenues entre 2016 et 2019 et font partie d'une étude anthropologique plus vaste sur les expériences des enfants et jeunes en RCA pendant les conflits récurrents. L'étude est basée sur des méthodes anthropologique et historique à travers les 'récits de vie' qui ont permis de comprendre les différents parcours étudiés en profondeur.

Ce rapport met l'accent, dans un premier temps, sur la méthodologie de recherche et, dans un deuxième temps, sur l'émergence des Anti-balaka. Il tente également de mettre en relief leurs modes de recrutement des enfants de moins de 15 ans. En effet, il montre que les Anti-Balaka ont recruté ce groupe d'enfants de trois manières : par la force, par l'obligation, mais aussi par l'acceptation de l'implication personnelle de ces derniers. Les enfants ainsi recrutés ont servi à diverses fins : cuisiniers, surveillants, besoins sexuels, gardes du corps, combattants, etc. Ces expériences les ont affectés de plusieurs manières. Alors que certains n'ont pas survécu aux combats, d'autres, qui ont réussi à survivre, ont été affectés de diverses manières: traumatismes, perte de scolarité, stigmatisation, etc. Même s'ils arrivent à se battre au quotidien, rien n'est sûr quant à leur avenir, d'autant plus que les réseaux des chefs Anti-balaka semblent être toujours active. Ce qui les expose à un risque de remobilisation.

## CHAPITRE I : METHODE DE L'ETUDE

### I.1- Une démarche ethnographique

Ce rapport est basé sur les résultats d'une recherche de longue durée menée en Centrafrique dans le but de comprendre en profondeur la vie des enfants et des jeunes anciennement associés aux groupes armés et leur capacité d'action (agencéité) dans un contexte très difficile. Visant à appréhender les perspectives de la jeunesse dans leur milieu en rapport avec les conséquences des expériences passées dans les groupes armés en Centrafrique, cette recherche était basée sur une démarche fondamentalement ethnographique. Pour parvenir à atteindre les résultats escomptés, nous avons opté pour une approche qualitative qui cherche à comprendre les expériences et perspectives du point de vue de nos interlocuteurs eux-mêmes. Cette approche ethnographique nécessite du temps et l'immersion dans le monde des autres (Emmerson 1995 :2). Dans un contexte de conflit, une immersion profonde dans la vie des gens n'est pas chose aisée à cause des questions sécuritaires, entre autres. C'est le cas des silences (silence choisi, ou lié à l'oubli, au danger, ou à la difficulté de partager certaines expériences) bien que les confessions parfois choquantes fassent partie d'un tel travail de terrain. L'expérience de la violence elle-même est souvent difficile à appréhender, souvent rationalisée avec le recul, écartant ainsi l'effervescence si essentielle à la violence (Lombard 2016 :186). En cherchant la proximité, en essayant d'établir des relations de confiance, et parfois en cachant notre étrangeté aux histoires que nos interlocuteurs nous ont raconté, nous avons essayé de minimiser les différences entre nous et d'ouvrir un passage afin de mieux comprendre leurs expériences et perspectives ; un effort qui reste toujours partiel, influencé par les moments de rencontre et par l'absence dans des milliers d'autres moments (Willemse et al 2009, Fabian 2003).

L'engagement avec certains jeunes s'est traduit par un suivi d'environ deux ans avec des interactions régulières. Le but de cette recherche était surtout de comprendre leurs histoires, leurs motivations, leurs expériences, leurs contextes, leurs discours, leurs sentiments et leurs réflexions et les changements dans tous ces domaines avec le changement du temps. Pour y arriver, nous avons mené des entretiens semi-structurés, fait des observations, des photos et des films. Nous avons visité les quartiers, les maisons, et parlé avec certains chefs de quartier et membres de famille des jeunes lorsque cela a été possible. Cette démarche ethnographique a permis de comprendre en profondeur les faits à partir des parcours reconstitués des jeunes sortis des groupes armés. Cela a

été utile pour l'étude de plusieurs cas spécifiques afin de saisir ce phénomène dans son ensemble et ainsi parvenir au général et à l'universel à partir du singulier et de l'individuel, tout en alliant observation et réflexion (Bertaux, 1997).

Les données contenues dans ce rapport sont purement *qualitatives* et concernent les processus et dynamiques de l'évolution de la situation des enfants rencontrés (vie antérieure, recrutement, participation au conflit, expériences vécues et impacts dans leurs vies, sortie du groupe armé, situations familiale, sociale et économique actuelles). Les informations doivent aussi être comprises dans chaque situation avec des caractéristiques propres et contextualisées. Il ne s'agit donc en aucun cas de déterminer le nombre d'enfants soldats enrôlés par le groupe armé anti-balaka. Ajoutons que mener une étude quantitative s'avérerait complexe, dans la mesure où il était difficile de disposer de chiffres exacts du fait de l'étendue du problème couvrant presque tout le territoire, voire des zones quasiment inaccessibles. De même, certains enfants auto-démobilisés sont peu connus, et cachent des fois leur identité. De plus, à cause des investigations des instances juridiques nationales et internationales, les responsables Anti-Balaka donneront difficilement les chiffres exacts relatifs aux enfants (encore moins ceux de moins de 15 ans) mobilisés dans leurs groupes. En même temps, vis-à-vis des ONG qui cherchent à négocier la libération des enfants, le nombre des 'enfants soldats' peut être gonflé par les acteurs armés afin de distribuer des ressources à un grand nombre d'éléments jeunes, aussi bien dans leur groupe que dans leurs propres famille et entourage. Les chiffres exacts sont alors difficiles à établir. Mais les estimations souvent entendues dans les milieux des ONG/ Nations Unies en RCA oscillent entre 10000 et 14 000.<sup>2</sup> Bien que, avant l'avancée de Séléka et la naissance des groupes Anti-Balaka, on parlait d'un chiffre de 2500 enfants engagés dans les groupes armés en RCA.<sup>3</sup>

Les données sont basées sur les déclarations mêmes des personnes concernées. Ce genre de données reflète ce dont les gens se souviennent et ce qu'ils pourraient vouloir exacerber. Ils peuvent également garder le silence sur des choses qu'ils ne veulent pas partager (Denov &

---

<sup>2</sup> RFI en 30-07-2017 a publié le chiffre de 10 980 libéré selon UNICEF sans être clair depuis quand on est commencé de compté leur nombre (depuis le forum du Bangui ou depuis la présence d'UNICEF en RCA ?). Ce chiffre ne contient pas les enfants morts en combat ou mort de maladie, ni les enfants 'auto-démobilisés'. <http://www.rfi.fr/medias-partenaires/20170829-rca-enfants-soldats-generations-sacrifiees>. L'estimation de 14.000 enfants engagé en totale était partagé avec les chercheurs au bureau d'UNICEF a Bangui en mois d'aout 2016.

<sup>3</sup> 'Bien avant le début du conflit en décembre 2012, environ 2500 enfants - garçons et filles – étaient associés à divers groupes armés en RCA, y compris des groupes d'autodéfense.'  
[https://www.unicef.org/media/media\\_67117.html](https://www.unicef.org/media/media_67117.html)

Buccitelli 2013: 5, Fabian 2003). En général, nous avons été surpris par l'ouverture avec laquelle les jeunes ont partagé leurs expériences. Contrairement à d'autres environnements dans lesquels nous avons travaillé, ils n'ont pas hésité à expliquer leur rôle dans les groupes armés et leur participation à des atrocités. Un informateur plus âgé (et du camp Seleka) a seulement raconté des histoires très héroïques (sauver des vies, empêcher les autres de tuer des captifs), ce qui a suscité des doutes parmi les chercheurs. Avec le temps, nous avons pu le guider dans la narration d'épisodes moins héroïques concernant le recrutement de mineurs lui-même, etc. A part un jeune homme qui a préféré s'exprimer en français, pour montrer qu'il était bien instruit, tous les autres jeunes ont préféré s'exprimer en Sango. Les chercheurs ont après transcrit ces entretiens en français.

## I.2- Considérations éthiques

Sur le plan éthique, il n'a pas été simple d'enquêter sur la vie des enfants sans risquer de les exposer (proximités des anciens commandants, regards de l'entourage), sans réveiller en eux des souvenirs traumatiques, tout en respectant les procédures de recherche compte tenu de leur âge (signature des formulaires de consentement), risquant ainsi d'accroître leur vulnérabilité.

En ce qui concerne le risque d'exposer ces enfants, il faut dire qu'être en leur compagnie représentait déjà un risque de les rendre plus susceptibles devant leurs anciens chefs qui, comme nous venons de le voir, vivent dans les environs. Pour éviter ce genre de fausses interprétations dans ce climat de peur judiciaire, nous avons décidé de réaliser les premiers entretiens dans des lieux retranchés afin de permettre à nos informateurs d'être plus libres et moins craintifs dans l'expression de leurs discours. Pour les entretiens de longue durée, la visite d'« ami » plus ou moins régulier ne posait pas de problème car cela devenait presque banal.

En ce qui concerne les souvenirs traumatiques, il est à signaler que le fait de se remémorer les souffrances subies ou commises est toujours un défi pour tout jeune ayant vécu dans un groupe armé et ayant été témoin de multiples abus, tueries ou massacres. C'est ce que nous constatons lorsque nos interlocuteurs gardent le silence suite à des questions relatives aux actes de violence, même si cela peut être interprété comme une volonté de ne pas exposer des faits criminels. Toutefois, les relations construites ultérieurement après les premiers entretiens ont facilité la libération de la parole dans une ambiance moins tendue. Même si cette stratégie n'enlève pas le

risque de ressusciter des souvenirs traumatiques perturbateurs, elle permet néanmoins leur libre expression, ce qui constitue souvent aussi un soulagement. Nous nous sommes assurés de terminer chaque entretien par des conversations un peu plus banales, en discutant de choses ordinaires, en faisant des blagues, des distractions ou quelque chose de mondain, comme marcher dans le quartier, prendre un verre, regarder des photos prises ensemble. Bien que, pour des recherches de ce genre, la présence d'une équipe de psychologues ou de travailleurs sociaux soit souhaitable en cas de besoins (à voir par exemple Denov & Buccitelli 2013 : 5, Both & Reis 2014) ; dans notre cas, cela n'a pas toujours été possible. Les visites des jeunes avaient parfois lieu dans des quartiers reculés de la ville. Dans un tel environnement, les psychologues et travailleurs sociaux étaient peu nombreux. Les organisations qui nous ont parfois aidés à avoir accès à ces jeunes travaillaient souvent avec eux auparavant, mais ne recevaient pas de financement continu. Dans le cadre de programmes antérieurs, ils recevaient des conseils; à d'autres moments, nous leur avons donné l'assurance qu'ils n'étaient pas seuls. Et en partageant le numéro de téléphone des chercheurs pour un contact continu et des visites récurrentes, nous avons été assurés que nos recherches ne laissaient pas ces jeunes dévastés ou plus désespérés qu'auparavant. Nous avons souvent senti qu'ils étaient heureux de partager et de parler avec des gens qui ne condamnent pas leurs actions et qui s'intéressent véritablement à leur vie. Lors des réunions à l'extérieur de leur domicile, nous nous assurons de couvrir les frais de transport qui leur permettaient également d'acheter un peu de nourriture (variant entre 2 000 et 5 000 FCFA en fonction de la distance, et du nombre de personnes à nourrir à la maison ; parmi eux il y avait des jeunes mères et des jeunes hommes responsable pour la maison ).

Enfin, les procédures de collecte d'informations si délicates sur la vie des moins de 18 ans étant soumises à des exigences éthiques, il nous a été souvent difficile d'obtenir facilement l'approbation des parents ou tuteurs de ces jeunes enfants, dans la mesure où certains d'entre eux vivaient seuls. Quant aux tuteurs qui ont été consultés, certains préféraient la plupart du temps ne pas signer un document, mais donner leur approbation verbale après une explication claire des objectifs de l'enquête. Aussi, la plupart des enfants recrutés à bas âge, ont maintenant atteint la majorité juridique et pouvaient donc décider eux même de participer ou non à l'enquête sans avoir besoin de consentement des parents.

### I.3- Terminologie

#### *Enfant, enfant-soldat*

Dans le cadre de la recherche ayant abouti à ce rapport, nous avons adopté la définition de l'enfant telle que proposée par la *Convention relative aux droits de l'enfant* (1989) ainsi que la *Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant* (1990) qui définissent un enfant comme : « tout être humain âgé de moins de dix-huit ans. » Toutefois, en ce qui concerne le concept d'*enfant-soldat*, nous faisons référence à la définition consensuelle fournie par Unicef et al. dans les *Principes de Paris* (2007 : 5) qui, en remplacement d'*enfant soldat*, préfère « enfant associé à une force armée ou à un groupe armé », défini comme « toute personne âgée de moins de 18 ans qui est ou a été recrutée ou employée par une force ou un groupe armé, quelle que soit la fonction qu'elle y exerce. Il peut s'agir, notamment, mais pas exclusivement, d'enfants, filles ou garçons, utilisés comme combattants, cuisiniers, porteurs, messagers, espions ou à des fins sexuelles. Le terme ne désigne pas seulement un enfant qui participe ou a participé directement à des hostilités. »

Cette définition assez large intègre aussi bien les enfants qui ont été engagés dans les combats, que ceux qui ne l'ont pas été mais qui ont vécu avec les groupes armés. D'une manière ou d'une autre, cette expérience aura marqué leur enfance avec des conséquences sur leur vie. Cette acception a donc principalement pour caractéristique la non-exclusion et est centrée sur la protection des enfants en général. C'est d'ailleurs dans cette logique de protection des enfants dans les conflits que le Statut de la Cour Pénale Internationale (CPI) définit comme crime de guerre « le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou de les faire participer activement à des hostilités », que les conflits armés soient ou non internationaux (Statut de Rome, article 8). Pour la CPI, il reste clair que le principe de non-recrutement comprend également l'« interdiction d'accepter l'enrôlement volontaire », sachant qu'à cet âge [moins de 15 ans], les enfants n'ont pas la capacité d'envisager les conséquences de leurs décisions et sont rarement emmenés à commettre des actes réfléchis (Bodineau S., 2012 : 45). A signaler que la République centrafricaine a signé le Statut de Rome en décembre 1999, et l'a ratifié le 03 octobre 2001 (CPI, 2003, Les États parties au Statut de Rome, République Centrafricaine<sup>4</sup>).

---

<sup>4</sup> [https://asp.icc-cpi.int/fr\\_menus/asp/states%20parties/african%20states/Pages/central%20african%20republic.aspx](https://asp.icc-cpi.int/fr_menus/asp/states%20parties/african%20states/Pages/central%20african%20republic.aspx)

Malgré son statut accepté dans le monde judiciaire et du développement, ce terme enfant-soldat connaît beaucoup de défis. En effet, il devient souvent important quand l'enfant quitte le groupe armé car il peut donner accès aux ressources de réintégration et de réinsertion sociale à travers les ONG. Mais en réalité, beaucoup d'enfants sont exclus de ces genres de projets, ce qui cause des déceptions énormes. En outre, ils ont par exemple du mal à se déconnecter de ce statut d'ex-enfant soldat, bien que déjà adulte, parce qu'ils souhaitent bénéficier un jour de leurs 'droits à l'aide' (Both & Reis 2014). En général, le terme met à part aussi une catégorie d'enfants avec le risque de stigmatisation et de discrimination à la base de cette étiquette au retour dans la communauté. De plus, cette appellation 'd'enfant-soldat' peut aussi être attribuée à 'une vision stéréotypée des besoins des enfants, aboutissant ainsi à des solutions basées sur ces opinions plutôt que sur les expériences et les besoins complexes, variés et dynamiques des enfants.' (Spitzer et Twikirize 2012 :68) Aussi;

'les programmes destinés aux enfants soldats risquent d'isoler ces derniers de leurs communautés, elles-mêmes touchées par les effets d'un conflit armé prolongé (Brett et McCallin, 1998; Spitzer, 1999). Quatrièmement, le terme «enfant soldat» est devenu couramment associé aux notions et concepts correspondants de traumatisme et de syndrome de stress post-traumatique, appliquant ainsi de manière indiscutable certaines méthodes de traitement psychologiques et / ou médicales basées sur une vision occidentale, sans tenir compte des antécédents individuels, le contexte culturel qui influence considérablement la façon dont les gens perçoivent et surmontent la détresse et les événements traumatiques (Bracken et Petty, 1998; Brett et McCallin, 1998).'(Spitzer et Twikirize 2012 : 68-69).

Un peu mieux apprécié dans le domaine de la recherche est le terme 'Children Associated with Armed Forces and Armed Groups' (CAAFAG ou en français : Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés/ EAFGA). Ce terme ne facilite pas vraiment la communication sauf entre les spécialistes (Drumbl & Rona 2018 :228). Dans le présent rapport, nous essayons d'éviter, si possible, ce type de terminologie. Cela dit, ce rapport concerne donc les enfants (fille ou garçon) certes, mais plus spécifiquement ceux qui avaient moins de 15 ans lors de leur recrutement/engagement, et qui ont vécu avec les Anti-balaka (comme combattants, gardes du corps, messagers, gardiens, cuisiniers, porteurs, espions, ou ayant servi à assouvir les besoins sexuels des responsables du groupe etc.) durant les années 2013 et 2014. La plupart d'entre eux sont aujourd'hui des adultes.

### *Groupe armé, recrutement d'enfants*

Selon le Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), le mot « groupe armé » désigne les « forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés » qui se battent contre des forces armées régulières ou entre eux sur le territoire d'un ou plusieurs États. D'après ce Protocole, les groupes armés doivent remplir certaines conditions d'organisation, notamment i) être sous la conduite d'un commandement responsable ; ii) exercer sur une partie du territoire de l'État un contrôle tel qu'il leur permette de iii) mener des opérations militaires continues et concertées... (MSF, dictionnaire pratique du droit humanitaire) Le groupe armé sera donc compris comme une organisation armée non étatique, autre que les forces régulières. Les Anti-balaka, dont il est question dans le présent rapport, entrent dans cette catégorie du fait du caractère non étatique de leur constitution et de leurs actions, mais surtout du fait qu'ils remplissent les trois conditions ci-dessus précisées. Souvent décrit comme pro-chrétien, le groupe armé anti-balaka est compris comme un regroupement de miliciens ayant émergé autour de l'année 2013 et qui ont mené des attaques contre les Séléka, mais aussi par amalgame contre la communauté musulmane (excepté les Libanais), accusée de complicité avec les Séléka (Papoto B., 2017). Le terme « groupe » (pour décrire les anti-balaka) sera ici employé pour signifier qu'il existe une forme de commandement des différentes personnes concernées, qui en sont ainsi des *membres*.

A la suite des *Principes de Paris* (2007), nous entendrons par “recrutement ” ou (“enrôlement”) la conscription ou l'incorporation obligatoire, forcée ou volontaire d'enfants (ici les moins de 15 ans) dans un groupe armé (ici les Anti-balaka). Rappelons que le *recrutement et l'utilisation* d'enfants en dessous de l'âge stipulé dans l'article 8 al. 26 des Statuts de Rome sont considérés comme illégaux.

#### I.4- Le site de l'étude et la population cible

Cette recherche a été réalisée en Centrafrique de 2016 à 2019 dans la ville de Bangui et ses périphéries (Bimbo et Bégoua), le centre (Sibut, Kaga-Bandoro), le centre-est (Bambari) et le nord-ouest de la Centrafrique (Paoua et villages environnants). Cependant, les données qui ont été actualisées dans ce rapport sont limitées à la ville de Bangui et ses environs, en l'occurrence, les

communes de Bimbo et de Bégoua. Bangui et ses périphéries (Bimbo et Bégoua) sont intéressantes ici du fait qu'elles ont abrité la majorité des groupes anti-balaka qui arrivaient des provinces, surtout depuis la grande attaque coordonnée du 05 décembre 2013 contre le pouvoir de la Séléka dans la capitale centrafricaine. Par ailleurs, le choix de ces sites de recherche était basé sur la présence massive et durable des groupes anti-balaka : objet d'observation par une équipe de recherche pour la plupart originaire de la Centrafrique et ayant vécu à Bangui durant les dernières crises.

Nous avons donc échangé avec les autorités locales, les acteurs humanitaires intervenant dans le domaine de la protection de l'enfance, et surtout les enfants qui n'ont pas l'âge de la majorité et ceux qui avaient moins de 15 ans lors de leur enrôlement par les Anti-balaka. Bien que notre étude ait porté sur les enfants enrôlés par les forces et groupes armés, nous avons jugé nécessaire, à des fins de comparaison, d'échanger avec des jeunes et enfants qui n'ont jamais été recrutés par un groupe armé ; ceci dans le but de mieux comprendre la situation des enfants enrôlés par les groupes armés en Centrafrique.<sup>5</sup>

Pour identifier les cibles clés de notre étude (les enfants précédemment engagés avec des groupes connus comme les Anti-balaka ainsi que les Seleka, bien que leurs histoires n'apparaissent pas dans le présent rapport, mais plutôt ailleurs), les chercheurs locaux ont donc mis en avant leur propre réseau afin de contacter certains jeunes; tandis que d'autres ont été identifiés grâce à la collaboration avec l'Unicef et ses ONG partenaires.

### I.5- Les outils de collecte

Aux fins de recueillir des informations fiables malgré le contexte difficile dans lequel cette étude a été menée, nous avons réalisé des entretiens libres, mais aussi semi-directifs basés sur des guides d'entretiens à l'endroit de ces enfants anciennement associés aux Anti-balaka. Ces entretiens, essentiellement biographiques, visaient à comprendre en profondeur les vécus de ces enfants. Pour ce faire, une période de négociation devant mener à la confiance était nécessaire. Ainsi, pour un seul enquêté, plusieurs visites et entretiens pouvaient être réalisés afin d'approfondir des aspects spécifiques de son histoire. Cependant, fidèle à notre approche qualitative, plusieurs entretiens

---

<sup>5</sup> Sur ce sujet, un chapitre par les auteurs de ce rapport est soumis et en cours de révision.

libres ont été réalisés aussi bien avec les autorités ou leaders locaux, qu'avec des personnes ressources dont des acteurs de la protection de l'enfant.

Ces techniques (les *entretiens libres et semi-structurés*) ont permis de traiter des thèmes particuliers et de tenir compte des spécificités - d'une personne, du sous-groupe anti-balaka, d'une situation - qui ne pouvaient être saisies par le questionnaire. Dans certains cas, nous avons interviewé les parents, sœurs ou frères, oncles, et avons aussi, dans plusieurs situations, fait des observations et des suivis à domicile de ces jeunes ex-combattants. Certains de ces suivis se sont étalés sur une période de plus de deux ans.

A la différence d'une étude quantitative classique, l'échantillon des répondants retenu pour cette étude ne prétend pas être représentatif de l'ensemble de la population des enfants utilisés dans le récent conflit par les Anti-Balaka. Cependant, le choix des répondants a tenu compte autant que possible de la diversité des situations individuelles, familiales et sociales des informateurs. Pour les enfants ayant appartenu au groupe anti-balaka et aujourd'hui relâchés, les deux critères fondamentaux retenus pour les enquêtes ont été le sexe et surtout l'âge. Au vu de la sensibilité et de la confidentialité des informations recueillies, il fallait donc se munir de toutes les garanties afin de protéger ces enfants ainsi que les informations qu'ils ont fournies. De ce fait, nous avons eu recours à l'anonymat et les interviews enregistrées et transcrites étaient stockées sur des supports sécurisés à l'aide de codes d'accès.

#### I.6- Difficultés d'ordre pratique et méthodologique

Au cours de cette recherche, nous avons été confrontés à un certain nombre de défis qui sont d'ordre pratique et méthodologique. En effet, il faut dire que cette recherche était menée dans un contexte où la Cour Pénale Spéciale pour la Centrafrique venait d'être mise en place (03 juin 2015)<sup>6</sup>. De cette manière, la peur véhiculée par le spectre de la poursuite des responsables des groupes armés n'a pas laissé indifférents nos enquêtés. Il a fallu du tact dans les négociations, et surtout

---

<sup>6</sup> Loi organique n°15.003, portant sur la création, l'organisation et le fonctionnement de la cour pénale spéciale en République Centrafricaine, Journal Officiel de la RCA, 05 juin 2015, éd. Spéciale, url : [https://www.cps-rca.cf/documents/Loi\\_Cour\\_penale\\_speciale.pdf](https://www.cps-rca.cf/documents/Loi_Cour_penale_speciale.pdf)

gagner totalement la confiance des participants afin de libérer la parole chez ces derniers. Toutefois, le fait qu'une partie des chercheurs soit de nationalité centrafricaine et ait vécu le conflit ensemble avec les gens a parfois constitué un atout pour l'équipe.

Enfin, bien que l'on signale l'utilisation des filles dans tous les groupes armés, et parmi les Anti-balaka en particulier (ceci a souvent été signalé par les garçons interrogés, par exemple : 'Les femmes combattantes combattaient aussi avec nous pour les mêmes mobiles. Lorsque le combat était trop dur, elles restaient au camp. Mais lorsqu'elles étaient engagées dans les combats, elles commettaient aussi des massacres à l'endroit d'autres femmes et emportaient les butins. D'autres femmes s'occupaient des repas et autres tâches réservées aux femmes.' (entretien Bangui 15 aout 2016), très peu ont été disponibles à se prêter à notre jeu de discussion. Cela peut être dû au fait que, faisant souvent l'objet de discrimination, les filles préfèrent vivre en retrait.

### 1.7 Les limites de l'étude

Pour clore ce chapitre, nous pouvons dire qu'il n'a pas été facile d'obtenir des réponses satisfaisantes par rapport à certaines questions spécifiques : composition du groupe armé, véritables identités de certains chefs/comandants (ils ont souvent des sobriquets), missions accomplies lors des combats, exactions subies et commises, consommation de drogue et d'alcool, viols et violences endurés ou perpétrés, port d'une arme après la sortie du groupe armé, etc.. Certains de ce genre des questions les a mis mal à l'aise et était suivis de longs silences. Parfois, nous devons suspendre la question pour y revenir plus tard, dans une prochaine entretien après avoir augmenté la confiance. Il y a aussi un grand secret que ces derniers préfèrent garder autour des gris-gris, même s'ils arrivent à parler sommairement de leur « blindage » et justifient le décès de leurs pairs sur les champs de bataille par le non-respect des principes liés à leurs gris-gris et amulettes de protection.

## CHAPITRE II : PRESENTATION DU GROUPE ANTI-BALAKA : CREATION, ORGANISATION, ZONES DE COUVERTURE.

Il est bien connu que les *Anti-balaka* (terme franç-sango qui signifie *anti-machette*) se sont constitués en réaction aux exactions des ex-Séléka envers une frange de la population centrafricaine, principalement de confession non musulmane. En effet, le caractère hétéroclite de la Séléka composée, entre autres, de mercenaires étrangers (Soudanais, Tchadiens, Nigériens) et de jeunes désœuvrés, et, surtout, leur effectif difficilement contrôlable (estimé à plus de 20 000 par Chauvin & Seignobos 2013/4: 61), a fait émerger la violence un peu partout dans le pays. Les abus qui s'en suivirent étaient d'une telle ampleur que selon Lesueur (2014: 165), la devise de la Séléka aurait pu être « vengeance et opportunité ». Une telle propension, qualifiée par certains Centrafricains de « du jamais vu » sur le territoire national, aura finalement fait exploser les rancœurs en tensions et ressusciter les « traditions d'auto-défense » (Crisis Group N°230, 21 septembre 2015 :4) parmi la population non musulmane. Certes, « des lignes de clivage sont nées et, pour une partie de la population, le musulman est devenu l'étranger, celui qu'il faut chasser » (Lesueur, *idem* : 168), sans doute par amalgame du fait de la proximité de cette population avec les mercenaires étrangers. Et ce sera la tâche à laquelle s'attèlera les Anti-balaka, même si le reste de la population n'a pas été épargné des actes de banditisme de ces derniers.

### II.1- Naissance des Anti-balaka

Pour mieux comprendre la naissance des Anti-Balaka, il nous parait important de revisiter le passé centrafricain afin de mieux expliquer ce qui sera notre postulat de « défense communautaire ». En Centrafrique postcoloniale, il existe une pratique organisationnelle locale partagée sur tout le territoire, et qui veut que le chef du village ou du quartier et sa notabilité disposent toujours d'un groupe de jeunes éclaireurs qui les accompagne dans leurs activités. La tâche assignée à ce groupe de jeunes consiste essentiellement à faire face aux membres contrevenants et récalcitrants de la communauté, et, dans les cas extrêmes, les ramener de force chez le chef pour être sanctionnés. Dans d'autres cas, l'existence même d'un tel groupe oblige les indociles à se plier aux règles de fonctionnement de la communauté. Ce groupe de jeunes a aussi pour rôle d'organiser la défense du village contre de potentiels provocateurs extérieurs. On voit donc que les germes des groupes

d'auto-défense existaient déjà dans une pratique très généralisée et similaire à l'emploi des vigiles par les administrateurs coloniaux. Ces vigiles avaient pour rôle de réquisitionner des travailleurs ou d'assurer la collecte de l'impôt de capitation qui a d'ailleurs persisté jusqu'à sa suppression définitive par le Président Patassé après son élection en 1993. En l'absence de forces de l'ordre et de défense dans les parties reculées du territoire, le milieu rural villageois a continué de fonctionner sur ce modèle.

Dans la même veine, il existe une autre explication de l'émergence des Anti-balaka proposée dans un rapport publié par International Crisis Group. Ce rapport aborde la question de la défense communautaire sous l'angle de la résistance :

L'apparition des anti-balaka s'inscrit dans une longue tradition de résistance des groupes ethniques gbaya, banda, mandjia et mboum, qui se sont solidarisés dans le cadre de mouvements insurrectionnels. Dès la fin du 19ème siècle, les Gbaya se sont opposés à la mission Fourneau alors que les Mandjia se soulevaient contre la mission Maistre pour dénoncer l'impôt de capitation et le portage imposés par la puissance coloniale. En 1928, à la suite du meurtre du chef Barka Ngaïnombey [appelé Karnou] et afin de s'opposer aux travaux forcés imposés par les colons, des populations d'origines ethniques diverses se révoltaient et leur soulèvement – « la guerre du manche de houe » [*Kongo-wara* en langue gbaya] – devenait le symbole de la résistance anticoloniale en Afrique centrale. A l'époque, plus de 50 000 Centrafricains se mobilisèrent contre l'administration coloniale. Finalement, deux ans plus tard, cette insurrection fut matée dans le sang. (International Crisis Group, 2015 : 3)

Autrement dit, l'émergence des Anti-balaka s'inscrit dans une tradition de résistance et de défense communautaire qui considère l'étranger comme un envahisseur contre lequel il faut se prémunir. Il y avait besoin d'un tel type d'auto-défense liée à l'absence d'une armée ou d'un Etat pouvant garantir la sécurité de la population. Les musulmans étrangers parmi les Séléka, qui ne parlent pas la langue nationale (le *Sango*), étant considérés comme des envahisseurs, le reste des éléments de la Séléka est finalement aussi considéré comme des étrangers envahisseurs contre lesquels il faut se battre. Cette considération est venue renforcer les anciennes pratiques à l'endroit de la population musulmane qui était souvent considérée comme une population étrangère au point que l'obtention des documents d'identité leur était souvent complexe, renforçant parmi les musulmans le sentiment d'apatridie et de marginalité (Lombard 2018 : 231). D'ailleurs, même la libre

circulation leur était rendue difficile par « un système de racket généralisé des voyageurs, [qui vise] spécifiquement les musulmans chaque fois qu'ils franchissent des barrages militaires le long des pistes centrafricaines ». À cela s'ajoute l'appui du Tchad de président Deby qui renforça ce sentiment de conquête étrangère (Ceriana Mayneri 2014/2 :187, 189)

Il existe en effet un déficit de sécurisation de l'arrière-pays : « l'Etat s'arrête à PK12 » dit-on selon la formule consacrée (Lombard, 2012). Les gouvernements successifs ont davantage misé sur la tranquillité de la capitale, siège du pouvoir politique et économique, et ont laissé les provinces 'à l'abandon'. L'effectif limité de l'armée qui, d'ailleurs, est mal équipée, ne permet pas de prendre en mains la sécurité de l'arrière-pays (Ngolo, 2016). Ainsi, les coupeurs de routes ou *Zaraguinas*, les braconniers, les bandits de tous genres, ont fait leur nid dans ces parties du pays (Chauvin & Seignobos, 2013/2014). Se voyant livrés à eux-mêmes, les populations ont spontanément constitué des groupes d'autodéfense qui servaient à se défendre contre les *Zaraguina* et autres bandits. Certains gouvernements n'ont pas hésité à faire appel à ces groupes d'autodéfense afin de sécuriser l'arrière-pays. Telle fut la formalisation des Anti-zaraguina par le régime de Patassé dans le but de traquer les *Zaraguina*. C'est aussi le cas des groupes peuls Anti-Zaraguina étudié par Chauvin et Seignobos (*idem*).

Certes, après la prise du pouvoir par la coalition Séléka et les actes criminels qui s'en suivirent, la résistance n'a pas tardé à se mettre en place sur les cendres de ces groupes d'autodéfense qui ne se sont pas éteints entretemps. C'est d'ailleurs dans cet esprit que le président Bozizé, affaibli et inquiet de l'avancée fulgurante de la rébellion Séléka sur la capitale en 2012, n'a pas hésité à demander à la jeunesse de sortir « avec les arcs et flèches » afin de défendre leur nation contre l'envahisseur (ici la Séléka) (rfi, 27 déc. 2012, RCA : *François Bozizé appelle la jeunesse à défendre son pays*). Lors de cet appel, il a fait clairement référence à la vieille tradition de défense et de résistance ayant culminé à l'époque coloniale entre 1928 et 1931 dans la guerre de Kongo-Wara.

Avant son départ, l'ex-Président Bozizé a davantage instrumentalisé la jeunesse non musulmane avec la mise en place par ses proches de groupes de jeunes au sein de structures comme la *Kokora* (arc en Sango) ou le COAC (Comité d'Organisation des Actions Citoyennes) qui ont érigé des barricades sur la plupart des artères de la capitale afin de traquer les infiltrations de la Séléka. Il a aussi été observé qu'il y a eu des distributions d'armes de guerre et de machettes par certains de ses proches aux jeunes des quartiers nord de Bangui (Cériana Mayneri, 2014, *in* Hommes &

Libertés, N° 168 :34). Toutes les conditions, aussi bien à Bangui que dans l'arrière-pays, étaient donc réunies pour l'éclosion d'un mouvement insurrectionnel. Voici ce que dit Thomas Yanis par rapport à la naissance et à la composition des Anti-balaka qui émergea après le renversement du pouvoir de l'Etat par la Séléka :

Loin des attermolements de salon, la colère gronde en Centrafrique. Les tensions accumulées depuis la prise du pouvoir par la Séléka, explosent, début septembre [2013], dans la région de Bossangoa (le fief de François Bozizé), faisant des dizaines de morts. On assiste alors à l'émergence d'une nouvelle force belligérante : « les anti-balaka. » (...) Sous cette appellation se cache en réalité une nébuleuse de groupes armés que l'on peut schématiquement diviser en trois catégories : milices d'autodéfense, partisans de Bozizé, pillards.

Tout d'abord, il y a les milices d'autodéfense anti-balaka « originelles », qui se sont constituées à l'origine pour lutter au niveau local contre les coupeurs de routes du nord-ouest du pays. Présentés comme chrétiens et animistes (bien que ce second aspect soit rarement mis en avant), ces milices paysannes se mobilisent en réaction aux exactions de la Séléka. A celles-ci s'agrègent les éléments des forces armées centrafricaines restés fidèles à Bozizé. (...). Viendront s'ajouter par la suite, à ces deux ensembles, divers pillards et jeunes désœuvrés, profitant de la situation pour faire main basse sur les biens des membres de la communauté musulmane. (Thomas, 2016 : 100-101)

Ayant pris forme depuis les villages et villes du nord-ouest et du centre du pays après la prise du pouvoir par la Séléka, motivés par le désir de venger les exactions subies, encouragés et accompagnés par les acolytes de François Bozizé qui recherchent une possible reprise du pouvoir d'Etat, les Anti-balaka ont mené leur plus grande attaque sur la ville de Bangui le 05 décembre 2013 dans les premières heures de la matinée. Cette attaque, à l'allure d'un coup d'Etat, a déclenché une avalanche de représailles et contre-représailles entre Séléka et les anti-balaka et les populations assimilées à ces groupes. Reste qu'il est difficile de lier la création du groupe anti-balaka à une individualité, même si, par la suite, plusieurs tentatives de récupération ont été menées par certaines personnalités du pays (c'est l'objet de la sous-section suivante). Toutefois, un rapport de l'IPIS et du DIIS (2018 :19) estime la création formelle du groupe anti-balaka en août 2013.

## II.2- Organisation du groupe anti-balaka

Nous ne saurions aller plus loin dans nos analyses sans faire un retour sur l'organisation du groupe anti-balaka. En effet, comme nous l'avons décrit un peu plus haut, les Anti-balaka, groupe insurrectionnel de miliciens paysans à l'origine, apparaît comme une révolte tendant à défendre sa communauté d'appartenance (soit 'leur' régime, village, quartier, groupe ethnique/ parents). Ce qui fait qu'à l'origine, il était difficile de dire qui en assurait le commandement et à quelle personnalité sa création pouvait être attribuée. Cependant, l'entrée en jeu des FACA proches de Bozizé, qui se sont octroyés le rôle de formateurs des éléments anti-balaka, et de meneurs des combats, a permis de voir un début de tentative de récupération par certaines personnalités et en particulier le désormais ex-Président centrafricain François Bozizé, chassé du pouvoir par la Séléka.

Les FACA, nous le disions, pour avoir disposé de compétences et parfois d'expériences de guerres reconnues, ont évidemment pris la direction des différents groupes anti-balaka. C'est le cas d'Olivier Koudémon et d'Eugène Ngaïkosset (surnommé le "boucher de Paoua" par les médias), tous deux officiers de l'armée centrafricaine. Toutefois, certains groupes anti-balaka ont été dirigés par des chefs n'ayant aucune formation militaire, mais dont le leadership est fondé sur les expériences et forces occultes dont ils se disent détenteurs et dépositaires. C'est le cas d'un certain Rodrigue Ngaïbona Alias « général Andjilo » ou encore de Thierry Lebene, alias « 12 puissances ». Ces responsables de groupes anti-balaka sont communément appelés des *com-zones* (commandants de zones) qui ont sous leur commandement un effectif plus ou moins élevé d'éléments armés, et surveillent de vastes zones qu'ils contrôlent le plus souvent à partir des barrages dressés sur les axes routiers, ou depuis leurs bases installées dans les villages et quartiers. Il est fréquent que les éléments d'un même groupe anti-balaka se réfèrent à deux ou plusieurs comzones<sup>7</sup> comme chefs de ce même groupe ; tous les responsables adorant se faire appeler « com-zone ». Ils sont généralement chargés de la formation physique, militaire et occulte<sup>8</sup> des troupes, de même que la direction des combats, la discipline au sein du groupe et l'administration des zones

---

<sup>7</sup> Un jeune enfant avec qui nous échangeons a cité trois noms lorsque nous lui avons posé la question sur le responsable de son groupe. Pour lui, tous les trois étaient les responsables du groupe.

<sup>8</sup> Les opérations de « blindages » peuvent aussi être assurées par des marabouts à l'extérieur du groupe. Cependant, certains chefs Anti-balaka sont réputés détenir des puissances occultes qui les autorisent à former les autres membres du groupe.

occupées avec ou sans la collaboration des autorités légales diminuées (dans les cas où elles existent encore).

A un moment donné, les Anti-balaka se faisaient distinguer selon leur origine géographique et ethnique : ceux du centre et de l'ouest, ceux du sud du pays, etc. avec des commandements spécifiques. Certes, des tentatives de représentations au niveau national ont été faites par certaines grandes figures du KNK, le parti de François Bozizé. Ainsi, les Anti-balaka ont été tiraillés entre une faction dirigée par Patrice Edourad Ngaïsona (opérateur économique et ex-ministre de la jeunesse et des sports sous Bozizé) et une autre commandée par Sébastien Wénézoui, un ingénieur proche de Joséphine Kéléfio, ex-députée et sœur de François Bozizé. Une médiation conduite par l'ONG Paréto et Mou-Da a permis aux deux branches de constituer une unité unifiée : Patrice Edouard Ngaïsona est nommé Coordinateur national et Sébastien Wénézoui Coordinateur adjoint (Thomas 2016: 118-119). Cela a permis d'asseoir une structure unique afin de mener les discussions de paix à travers des leaders acceptés par une majorité des Anti-balaka.

En revanche, il existe aussi d'autres groupes qui ne se reconnaissent pas dans cette représentation. A titre d'exemple, nous avons le groupe de miliciens ayant vu le jour dans la région de Mbomou qui refuse cette appellation d'Anti-balaka du fait de certaines atrocités commises par ce groupe dans un passé récent. D'autres ont carrément refusé cette tentative de récupération politique par certaines personnalités du pays qui, dans certains cas, privilégiaient l'ethnie gbaya (IPIS & DIIS, 2018).

Contrairement aux propos médiatisés qui les considèrent comme une milice chrétienne, les Anti-balaka, qui arborent fièrement leurs gris-gris, ne se réfèrent jamais à une pratique ou une idéologie religieuse quelconque, même s'il est clair qu'ils prennent difficilement pour cible les populations non musulmanes. C'est pourquoi le terme pro-chrétien serait approprié. Leurs moyens de combats restent les machettes, mais aussi des armes automatiques dont la plupart auraient été récupérées suite à des combats contre les Séléka. Un jeune qui a été, pendant son enfance, dans le groupe des anti-Zaraguina, nous faisait cette comparaison avec les moyens de combats des anti-Balaka : « Ils [les anti-Zaraguina] utilisaient les flèches et les arcs. C'est ce que nous utilisons aussi. S'il y a des gens qui ont aussi des fusils de chasse dans le groupe, ils les emmènent » (entretien de terrain avec Kim -16 ans lors de son enrôlement-, Bangui, mars 2017).

On retrouve les Anti-balaka au nord-ouest du pays, à l'ouest, au centre, au Sud et, dans une moindre mesure, à l'est de la Centrafrique. Après l'attaque de Bangui, une bonne partie s'est installée dans cette ville (dans les quartiers Boy-Rabe, Combattant, Pétévo, Gobongo, Benz-vi) et ses périphéries dans les communes de Bégoua ou de Bimbo. S'y rattachent aussi les groupes qui se disent tout simplement « d'auto-défense » du Sud-est du pays dans la région de Mbomou (IPIS & DIIS, *idem*). Le groupe a essentiellement pris pour cible les Séléka sans exclusive et, par extension, toute la population de confession musulmane. Les atrocités commises par les Anti-Balaka vont des agressions et tortures aux assassinats, en passant par les pillages, les incendies de maisons, etc. à l'image des exactions commises par la Séléka.

## CHAPITRE III : LE RECRUTEMENT ET L'UTILISATION DES ENFANTS DE MOINS DE 15 ANS PAR LES ANTI-BALAKA ENTRE 2013 ET 2014.

Selon les Principes de Paris (2017), le recrutement est la « conscription ou l'incorporation obligatoire, forcée ou volontaire d'enfants dans une force armée ou un groupe armé de quelque nature que ce soit ». Trois modes de recrutement des enfants par les groupes armés durant les conflits transparaissent dans cette définition consensuelle : l'obligation, le forçage et le volontariat. En réalité il est souvent difficile de faire une distinction stricte entre ces différents modes. La question qu'il faut se poser ici est de savoir comment les Anti-Balaka ont-ils procédé au recrutement des enfants de moins de 15 ans dans leur groupe, et à quoi les ont-ils employés ?

### III.1- Enfants de moins de 15 ans recrutés par les Anti-balaka durant la crise en Centrafrique

En fondant nos analyses sur les données que nous avons recueillies, nous pouvons dire que les Anti-balaka ont recruté les enfants aussi bien par obligation et la force, que par l'acceptation de l'engagement 'volontaire' des enfants. Trois groupes peuvent donc en être identifiés : le premier groupe est celui des enfants qui ont été « obligés » idéologiquement<sup>9</sup> de se joindre à la bataille de la défense de la communauté ou pour chasser les ennemis et envahisseurs étrangers. Dans ce groupe, nous placerons également ceux qui ont suivi les Anti-balaka pour chercher la protection, la nourriture, ou autre (donc obligés par les circonstances) ; le deuxième groupe est constitué de ceux ayant été enrôlés contre leur gré par les Anti-Balaka pour grossir leurs rangs (recrutement forcé) ; et le troisième et dernier groupe est composé de ceux qui ont suivi les Anti-Balaka de manière plus ou moins délibérée, souvent dans le but de venger leurs parents et proches. Ce dernier mode d'enrôlement, des fois vu comme volontaire, est aussi contesté du fait qu'il est généralement admis que les enfants de moins de 15 ans n'auraient pas les capacités requises pour envisager les conséquences de leurs décisions (Child Soldier international, 2016). Toutefois, la limite entre ces différents modes de recrutement reste floue dans la mesure où il est fréquent que le contexte de l'enrôlement d'un enfant oscille entre un recrutement obligatoire, forcé, ou volontaire. Si, par exemple, un enfant s'enrôle plus au moins volontairement, mais n'est pas libre

---

<sup>9</sup> De toutes les façons, ceux qui refusent de collaborer de quelque manière que ce soit sont considérés comme des traîtres et deviennent *de facto* des cibles potentielles.

de quitter le groupe quand il veut', cela devient la force. Par ailleurs, dans quel groupe doit-on placer les enfants qui s'enrôlent sous la pression sociale de leurs amis ?

Comme nous l'avons souligné ailleurs (Both, Mougua et de Bruijn 2019), les Anti-balaka ont une assise communautaire. C'est dire que dans certains cas, toute la communauté est souvent associée aux actions de ce groupe, ou du moins adhère à la « logique » de protection et de défense communautaire dont il se targue. Ainsi, il a été facile aux Anti-balaka de recruter non seulement au sein de leur propre communauté, mais aussi de disposer de l'aide des FACA pro-Bozizé en plus de l'afflux des jeunes désœuvrés et vengeurs. Certains enfants dont l'âge ne dépasse pas 15 ans, qu'on retrouve parmi ce groupe pour ces diverses raisons, finissent par être utilisés par le groupe armé à diverses fins.

#### *L'enrôlement forcé et obligatoire*

Dans l'un des tout premiers entretiens que nous avons eus avec un jeune ex-anti-balaka, ce dernier nous fait la révélation suivante :

...nous sommes entrés par le concours des événements. En effet, nous étions occupés à faire nos activités de fagots<sup>10</sup>. Et comme par hasard, (...) [nous] sommes tombés sur les Anti-balaka. Ceux-ci nous ont d'abord considérés comme des espions pour le camp ennemi. Puis, ils nous ont laissé le choix de décider de les rejoindre si nous n'étions pas du camp ennemi ; dans le cas contraire, nous serions traités comme des ennemis. Nous étions six à être pris au piège. Et nous avons fait le choix qui consiste à sauver notre peau. (Ent. avec Nyk<sup>11</sup> 14 ans lors de son enrôlement, Bangui, Août. 2017)

Ce témoignage, qu'il nous faisait passer pour son histoire avant de se raviser, est incontestablement typique de nombreux cas de recrutement forcé des enfants pratiqué par les Anti-Balaka. Examinons cet extrait de discussion que nous avons eu avec un jeune de 14 ans. Le jeune Owe<sup>12</sup> est venu de l'arrière-pays, en l'occurrence de Bossangoa, ville du centre ouest considérée d'ailleurs comme le fief des Anti-balaka. Il était dans un groupe de cinq enfants qui se sont égarés lorsqu'ils ont été retrouvés sous un pont et emmenés par celui qu'il appelle son « tuteur » :

---

<sup>10</sup> Ils allaient sur la route de Damara acheter des fagots qu'ils revendent sur les marchés à Bangui.

<sup>11</sup> Le prénom a été changé.

<sup>12</sup> Afin de protéger nos informateurs, les prénoms ont été totalement changés.

**Comment es-tu arrivé ici à Bangui ?**

C'est durant ces événements que mon tuteur m'a trouvé et m'a emmené ici.

**Il t'a trouvé comment ?**

J'étais au bord de la route. C'est ainsi qu'il m'a trouvé et m'a emmené ici.

**Et par quel moyen est-ce que vous êtes arrivés ici ?**

On est venu en véhicule.

**En vertu de quel statut Caritas t'a recruté pour la formation ?**

J'étais retenu comme un anti-Balaka.

**Mais, est-ce que tu étais un Anti-balaka ?**

Non.

**Comment ça ?**

J'étais dans le mouvement seulement, mais je n'ai pas tué quelqu'un.

**Ok. Et où se trouvait votre base ?**

Nous étions à la fin de la piste de l'aéroport.

**Mais comment tu t'es retrouvé avec les anti-balaka ?**

Le père [son tuteur] m'a pris et m'a emmené ici dans le groupe anti-balaka. (Ent. avec Owe, 14 ans au moment de son enrôlement, Bimbo, 04 juin 2019)

Cet extrait montre que les Anti-balaka ont fréquemment eu recours à la conscription d'enfants de manière forcée en usant de la ruse. Comme nous venons de le dire, ce jeune faisait partie d'un groupe de cinq enfants lors de leur rencontre avec celui qu'ils considèrent comme leur « tuteur », un membre des FACA et qui les a finalement utilisés dans les opérations 'militaires'. La ruse était donc fréquemment utilisée : on annonce aux enfants égarés qu'on va les protéger, mais c'est dans le but de les utiliser par la suite.

Dans le cadre de nos travaux de terrain, nous avons, un peu plus tôt, rencontré ce « tuteur ». Voici ce qu'il nous a dit par rapport à l'arrivée de ces enfants (qui étaient beaucoup plus nombreux d'ailleurs) jusqu'à lui :

**Dites-nous comment ces enfants sont-ils arrivés jusqu'à vous et comment vous êtes arrivés à les prendre en charge ?**

... lors de cette crise de 2013-2014, nous étions sur le site de l'Aéroport. Comme il y avait des coups de feu un peu partout, les gens fuyaient de toutes parts et les enfants aussi faisaient de même. Ces enfants étaient sur le site et venaient jouer avec mes propres enfants. Mais à la tombée de la nuit, ils ne rentraient pas chez leurs parents ; ils restaient avec mes enfants, vu qu'il y avait à manger chez moi. Lorsque je leur ai posé la question, j'ai compris que tel enfant avait perdu ses parents, tel autre ne connaissait pas la trace des siens,

etc. C'est ainsi que je les ai gardés. (...) Donc ma rencontre avec ces enfants s'est passée sur ce site même de l'aéroport.

**Pouvez-vous nous donner l'effectif de ces enfants ? Qu'en est-il de l'entente entre eux et vos propres enfants, et comment vous vous entendez aussi avec eux ?**

A notre rencontre, ils étaient au nombre de 24. Certains ont décidé de regagner leurs parents. Ceux qui sont restés sur place avec moi sont au nombre de douze. Et c'est moi qui m'occupe de leur scolarité. Certains sont en ville là-bas, tandis que d'autres sont ici avec moi à la périphérie de Bangui (Ent. avec Bat, 40 ans, Bimbo, Décembre).

Nous avons découvert plus tard, grâce à son sobriquet (dont se font baptiser tous les chefs anti-balaka), que ce « tuteur » était en effet un chef Anti-balaka, statut qu'il nous a dissimulé. D'ailleurs, il ne manquait pas de surveiller l'entretien que nous avions avec son « protégé », ce qui éveillait encore plus nos soupçons. Nous avons déjà du mal à imaginer ce militaire de profession prendre en charge, en pleine crise, plus d'une vingtaine d'enfants en plus des siens. Cet exemple illustre parfaitement le recrutement et l'utilisation forcés des enfants par les Anti-Balaka lors de la dernière crise en Centrafrique. Nombreux sont les enfants égarés qui ont été enrôlés de cette manière. D'ailleurs, le jeune Owé que nous avons précédemment cité, nous dit ceci à propos des autres avec qui il était venu de Bossangoa :

**Et où sont les autres ?**

Certains cultivent les champs du côté de Gbakassa. Et d'autres se sont convertis dans la vente des sachets plastiques.

**Vous êtes tous venus de Bossangoa ou certains sont de Bangui ?**

Nous sommes tous de Bossangoa.

**Qui vous a emmenés ici ?**

C'est lui le père [leur tuteur] qui nous a emmenés (Ent. avec Owe, 14 ans au moment de son enrôlement, Bimbo, 04 juin 2019).

C'est le même constat que nous faisons chez ceux qui pensaient chercher la protection auprès des Anti-balaka après l'éclatement du conflit. C'est ainsi qu'étant en fuite avec sa sœur cadette, un jeune garçon (Kim<sup>13</sup>, 12 ans au moment de leur fuite), dont les parents et petit frère ont été assassinés par les Seleka dans l'incendie de leur maison à Bossangoa, était 'récupéré' par les Anti-balaka auprès de qui il se croyait protégé, lui et sa sœur. Cependant, le garçon deviendra plus tard

---

<sup>13</sup> Le prénom a été changé.

le garde du corps du Com-zone, alors que sa sœur était employée dans les tâches domestiques et la préparation des remèdes. Celle-ci a failli être l'objet de viol de la part d'un autre chef, n'eut été l'intervention de son frère. Pour Nij<sup>14</sup> (14 ans au moment de son enrôlement), elle a été obligée de rejoindre les Anti-Balaka car, dit-elle, « tous ceux avec qui je vivais étaient morts, d'autres étaient portés disparus, et il n'y avait pas d'aide » (ent. à Bégoua le 11 juin 2019). Comme nous le verrons plus bas, elle deviendra par la suite la « femme » de l'un des chefs de son groupe. Son exemple illustre bien le cas des jeunes enfants obligés par les circonstances de se joindre aux Anti-Balaka.

Ces parcours prouvent à suffisance que les Anti-balaka, du fait de la fragilité et de la vulnérabilité des enfants dans le pays durant cette période de crise, avaient largement profité de la détresse de ces derniers pour les enrôler avec plus ou moins de force (dans le cas de Kim et sa sœur, la force vient des circonstances et de leur loyauté envers ceux qui leur ont offert une protection). Il n'est pas exclu que les leaders de groupe avaient aussi comme but de protéger ces enfants, mais il s'agit d'une protection qui vient avec la contrainte et l'obligation pour ces derniers.<sup>15</sup> Diverses responsabilités leur étaient donc accordées. Celles-ci vont des travaux de ménage à la participation aux combats en passant par la surveillance des camps, le pillage et le transport des matériels de guerre.

L'enrôlement forcé des filles était aussi régulier pour les raisons ci-dessous que nous explique Nyk (14 ans au moment de son enrôlement) :

**Y a-t-il des filles au sein de votre groupe ? Quels rôles ont-elles joué ?**

Les filles font partie du groupe, elles sont là [...] à notre arrivée. Ce sont les villageoises de la localité. [...], on continue le combat, on prend ces filles par la force pour nous préparer, c'est leur rôle, elles préparent à manger pour nous (enquête de terrain, Bangui, Avril 2018)

Il faut dire que toutes les circonstances étaient réunies et concouraient à l'implication des enfants dans les groupes armés en Centrafrique. Et les Anti-balaka n'ont pas hésité à profiter de la situation afin d'atteindre leur objectif, quels qu'en soient les moyens. En effet, dans une situation de guerre, les enfants ne vont plus à l'école pour des raisons de sécurité ou par manque de moyens financiers. Dans les villages et les quartiers, ils côtoient quotidiennement les hommes armés et exécutent

---

<sup>14</sup> Le prénom a été changé.

<sup>15</sup> A voir aussi les données sur la loyauté des enfants envers leurs chefs plus loin dans ce rapport.

progressivement, en échange de nourriture, plusieurs types de tâches ménagères pour les soldats (faire la cuisine, la vaisselle, les petites courses, mais aussi les besoins sexuels des combattants) ou des tâches purement militaires. Dans ce dernier cas, ils servent de plantons, de porteurs d'armes et de munitions. Avec le temps, ils sont initiés au maniement des armes et accompagnent les militaires lors des patrouilles, puis les batailles.

#### *Enrôlement « volontaire »*

Un très jeune enfant (Bed<sup>16</sup> avait 11 ans au moment de son recrutement) que nous avons rencontré, nous explique ce qui suit par rapport à son implication « volontaire » dans le groupe Anti-balaka :

Je me suis joint aux Anti-balaka sur la route de X vers X. Je revenais de Bossangoa où mon père, militaire, était en service. Lors de ces événements, il a décidé qu'on retourne à X pour nous protéger en attendant que le calme revienne. Et c'est là que mon père a été tué ensemble avec ma mère et mon frère cadet. Et moi je suis resté vivre vers X à X. Plus tard, j'ai commencé à entendre parler des Anti-balaka et de leurs offensives. Lorsqu'ils sont arrivés dans notre village, j'ai décidé de les rejoindre, révolté que j'étais par ce que les Séléka avaient fait à mes parents. Je me suis dit que je devais aller faire aux autres la même chose que les Séléka avaient fait à mes parents. C'est de cette manière que je suis arrivé, ensemble avec les autres, à Bangui (enquête de terrain Damala-Bégoua, juillet 2019).

Toujours dans ce même ordre d'idée, entraîné par les autres, un autre jeune nous disait s'être engagé volontairement avec les Anti-Balaka, juste par désir de vengeance, tout comme le précédent. A l'âge de 13 ans, Suj<sup>17</sup> a été victime de tortures et a assisté à l'assassinat de son frère aîné par les Séléka. La vengeance l'a alors emmené chez les Anti-balaka après qu'il eut été 'séduit' par les discours tenus par les membres de la communauté. Voici son témoignage, exemple d'un enrôlement aussi bien obligatoire que volontaire :

A un moment donné, les choses se sont empirées. Nous étions au village et nous en parlions. Car c'est la nourriture qu'on refuse aux autres ici, pas les informations. Nous causions entre jeunes, mais certains étaient déjà des Anti-balaka. Ils nous ont expliqué comment les choses se passent à l'intérieur du groupe [anti-balaka]. Et nous nous sommes dit que même si nous restions à ne rien faire, les Séléka allaient nous tuer quand-même. Il valait donc mieux rejoindre les autres et défendre

---

<sup>16</sup> Le prénom a été changé

<sup>17</sup> Le prénom a été changé

notre terroir. Car les Séléka n'ont pas de pitié. C'est pourquoi nous sommes partis avec les groupes armés (Ent. avec Suj, Bercail, juin 2019).

Les témoignages de ce genre peuvent être multipliés relativement aux enfants ayant été « endoctrinés » par la communauté, voire par les membres des groupes anti-balaka. Ainsi abreuvés par des discours de défense communautaire au risque de se faire tuer soi-même, les enfants ne voient pas d'autres issues que la résistance offensive et la vengeance de leurs proches ; ce qui rend aisé leur recrutement par les Com-zones recruteurs. Cet exemple montre ce que les autres ont appelé 'l'illusion de la neutralité' : dans une telle situation, il est presque impossible de rester sans s'impliquer (Drumbl & Rona 2018). La volontariat est dans ce sens un mythe, bien que ces enfants se présentent comme avoir fait un choix 'libre' de s'engager dans les Anti-balaka.

### III.2- L'utilisation des enfants dans les groupes anti-balaka

Comme nous l'avons vu précédemment, malgré la présence des éléments des FACA parmi les Anti-balaka, ceux-là qui sont censés connaître l'âge minimum requis pour faire partie d'une force armée, des enfants ont été massivement employés à des fins diverses. Owe que nous avons cité précédemment, répond à nos questions de la manière suivante concernant le rôle qu'il a joué :

**Quel était ton rôle dans le groupe anti-balaka ?**

Je leur emmenais des grenades et des munitions et j'étais le gardien de la base.

**Tu étais seul à garder la base, ou est-ce que tu étais avec les autres ?**

J'étais avec d'autres jeunes à garder la base.

**Vous étiez combien à garder la base ?**

Nous étions au nombre de cinq.

**Tous des mineurs ?**

Oui. (Ent. avec Owe, 14 ans au moment de son enrôlement, Bimbo, 04 juin 2019).

Après son enrôlement avec sa sœur, le jeune ex-anti-balaka (Kim), dont nous décrivions ci-dessus le cas, nous précise qu'il était finalement devenu un garde du corps de leur chef. Il explique pourquoi il était tout indiqué pour ce rôle :

Chez les Anti-balaka, les gardes rapprochés directs des chefs de base sont des enfants. Même moi, je fus garde du corps de X dès mon entrée dans le groupe. Car le principe [mystique] des Anti-balaka voudrait que ce soit des enfants qui protègent les chefs afin de respecter des interdits comme celui de n'avoir jamais couché avec une femme, ne pas approcher les femmes, etc. Car, eux [les chefs], ils connaissent cela, mais ils préfèrent les plus jeunes à leur côté pour les protéger (entretien avec l'informateur à Bangui, mars 2018).

Ce « principe mystique » qui consistait à faire employer les enfants pour être garde du corps était également très répandu dans d'autres groupes armés comme le Séléka. Les responsables de ces groupes ou leur marabout, en vue de la protection mystique dont ils se targuent, énoncent des interdits dont le respect est la conditionnalité de leur survie et celle du groupe. Alors que les adultes ne sont pas en mesure de respecter ces interdits, il a été facile de faire recours aux enfants qui présentent les meilleurs profils pour le respect strict de ces interdits. Voilà qui exposait encore davantage ces enfants, dont les décès sur les champs de batailles étaient facilement expliqués par l'inobservation de ces interdits :

**Etiez-vous aussi puni pour les manquements ou échecs aux missions ?**

Il y a des cas où certains d'entre nous étaient assassinés. Par exemple, lorsque nous étions en combat, il y a certains d'entre nous qui fuyaient face aux ennemis. C'étaient aussi des jeunes de mon âge. Ils fuyaient et revenaient lorsque le combat était fini au camp. Du coup, ils sont sanctionnés. J'ai pu comptabiliser 18 jeunes de mon âge qui ont été abattus par nos chefs pour avoir fui les combats.

**N'étaient-ils pas protégés par les remèdes protecteurs qu'on vous donne pour ne pas fuir les attaques ?**

Dans la logique, nos remèdes protègent la personne qui va au combat ; ce n'est pas le cas si l'on fuit le combat. L'ennemi vous atteint si vous lui tournez le dos. Il y a aussi des régimes à respecter. Si vous ne les respectez pas, vous risquez de laisser votre vie sur le champ de bataille. Mais si vous respectez les régimes, vous reviendrez saint et sauf. (entretien avec Nyk 14 ans au moment de son enrôlement, Bangui, oct. 2016)

Examinons cet autre extrait de notre échange avec un autre jeune ex-anti-balaka. Celui-là nous relate de la manière suivante le rôle qu'il a été amené à jouer dans le groupe :

### **Quel rôle est-ce que tu jouais dans le groupe anti-balaka ?**

Lorsque j'étais dans ce groupe, j'étais engagé dans les combats avec les autres. A un moment donné, j'ai trouvé une arme artisanale après le déguerpissement d'un groupe de peulh Mbororo et elle était devenue mon arme de combat. À un moment donné, on était dans un combat à X et nos ennemis nous ont lancé une grenade. On a sauté pour atterrir dans une concession voisine. C'est là que la corde de mon arme a lâché et que l'arme est tombée. Je devais sauver ma peau, donc je n'ai pas cherché à la récupérer.

A mon retour à la base, certains responsables du groupe m'ont intimé l'ordre de retourner chercher l'arme en question. Mais l'un d'entre eux s'y est opposé, arguant que je suis encore très jeune. Ils ont finalement décidé de me donner un coupe-coupe [*balaka*] que je devais utiliser pour frapper les gens à la tête. C'est ce que j'ai fait. Et des fois, le chef du groupe me demandait de ne pas aller sur le front. Dans ce cas, je restais avec les autres pour garder la base.

### **Y avait-il beaucoup de jeunes enfants dans le groupe ?**

Il y avait des enfants, mais j'étais le plus jeune de tout le groupe.

### **Et où se trouvait votre base ?**

Notre base se trouvait au niveau de X.

### **Quel était ton grade dans le groupe ?**

J'étais juste un soldat. C'est nous qui faisons les dégâts [rires].

### **Tu n'étais pas un caporal ?**

Non, nous étions des soldats qui faisons les dégâts, c'est tout [rires] (ent. avec Bed, 11 ans au moment de son enrôlement, Damala-Bégoua, juillet 2019)

Voici « le plus jeune de tout le groupe » qui, après avoir raconté qu'il « frappait les gens à la tête » avec le coupe-coupe qu'on lui a remis, a fini par rire. La violence était devenue pour lui une activité ordinaire à telle enseigne que l'image d'un « soldat qui fait des dégâts » n'est que pure routine : 'En plus des risques de blessures qu'ils encouraient, leur implication dans les tueries et les atrocités les encourageait dans leur perception que la violence est normale et laisse certains traumatisés et beaucoup d'autres avec des difficultés de s'adapter à la vie ordinaire.' (MDRP 2004 : 6, cité par Sylvie Bodineau, 2012 : 39-40). Non seulement, il était employé comme soldat, mais servait aussi de gardien. Les rôles joués par les enfants dans le groupe anti-balaka n'étaient donc pas stables.

En ce qui concerne les filles, Nij que nous avons déjà présentée, qui était sortie du groupe parce qu'enceinte de son premier fils dont le père n'est jamais venu visiter, nous dit ceci lorsque nous lui avons demandé ce qu'elle assurait comme rôle étant dans le groupe des Anti-balaka :

« Dans le groupe, j'étais chargée de préparer à manger et d'assurer les autres tâches [ménagères] pour le groupe. C'est tout. » (ent. avec Nij, 14 ans au moment de son enrôlement, Bégoua, juin 2019)

Evidemment, ce n'était pas « tout ». Elle était obligée de sortir du groupe, car elle ne pouvait plus suivre les autres dans les combats du fait qu'elle portait l'enfant d'un des chefs du groupe et cela n'était qu'un exemple parmi tant d'autres, dont les histoires ne sont pas toutes connues. Elle avoue d'ailleurs que les filles étaient nombreuses dans ce groupe.

Combien de filles sont-elles sorties de ce groupe avec des grossesses ? Combien ont été rejetées avec leurs grossesses ? Il est difficile de répondre à ces questions avec exactitude, du fait que les filles n'ont pas tendance à témoigner ouvertement et à décrire leur parcours dans tous les détails. Elles préfèrent souvent la réserve par pudeur ou par crainte, voire pour ne pas se remémorer les mauvais souvenirs. C'est dans cette logique que les anciens enfants enrôlés dans les groupes armés ne relatent pas toujours toutes les expériences vécues ou violences subies lors de leur vécu avec les Anti-balaka, non seulement parce que cela leur a été interdit<sup>18</sup>, (c'est la vie militaire, donc ça reste secret !) mais aussi parce que de nombreux Com-zones vivent dans leur entourage. Certains enfants craignent donc de possibles représailles de la part de ces derniers.

---

<sup>18</sup> Kim avait même refusé de nous donner la signification de 'Anti-Balaka' parce que selon lui, leur chef le leur a interdit.

## CHAPITRE IV : LES EFFETS DE L'ENROLEMENT DES ENFANTS DE MOINS DE 15 ANS PAR LES ANTI-BALAKA ENTRE 2013 ET 2014

Dans les chapitres précédents, même si nous ne l'avons pas fait de manière directe, nous avons déjà commencé à évoquer les effets de l'enrôlement de ces jeunes enfants, qui avaient moins de 15 ans, dans les groupes armés par les Anti-balaka, quel que soit le rôle joué.

En effet, il a été observé que les répercussions de l'enrôlement des enfants de moins de 15 ans au sein d'un groupe armé sont souvent désastreuses. Cela peut consister en la perte de leur scolarité (à leur sortie, la plupart des enfants avaient déjà dépassé l'âge scolaire), en des viols (parfois répétés avec des conséquences dramatiques dans leur vie), des grossesses précoces et non désirées, de troubles d'ordre psychologique, des prises de drogue et d'alcool à bas âge, les décès prématurés, etc. Il est à signaler que ces enfants ne parlent souvent pas ouvertement des atrocités ou des souffrances dont ils ont été victimes, lesquelles souffrances sont souvent attribuées à l'endurance nécessaire et aux aléas du métier du militaire tels que cela leur a été enseigné par ceux qui les ont endoctrinés. En outre, par peur de représailles, certains rechignent très souvent à nous avouer certains détails de leur parcours dans ces groupes armés, vu que les chefs rodent encore dans les environs. Mais il reste clair 'les enfants-soldats risquent des blessures physiques, des traumatismes psychologiques et même la mort. Les enfants sont souvent, comme combattants, en position de désavantage par rapport aux adultes.' (Coalition 2001 : 1, cité par Sylvie Bodineau 2012 : 39-40).

### IV.1- Les mutilations et assassinats d'enfants

Les enfants recrutés sont rarement considérés comme des enfants au point que les mêmes tâches confiées aux adultes leur sont également confiées; les refus d'obtempérer entraînent souvent des sanctions : « Ce qui m'a vraiment touché dans cet événement, c'est qu'un jour, l'un de nos chefs nous a envoyé sur le champ de bataille et lorsque j'ai refusé d'aller à la bataille, il m'a tiré au bras ! », alors qu'ils ne reçoivent jamais de rétribution <sup>19</sup>:

---

<sup>19</sup> Contrairement aux autres groupes armés étudiés ailleurs qui promettent des 'salaires' aux recrues, les recrues anti-balaka ne recevaient pas de paiement et devaient, entre autres, se faire payer par la population à travers les contrôles et taxes prélevés sur les barricades. Ils s'emparaient aussi du règlement des litiges entre les habitants dont les sentences prononcées étaient des occasions pour escroquer les parties en désaccord. A cela s'ajoute les vols de bétails, tout comme les braquages.

« J'ai tellement souffert en arrivant à Bangui ; je n'avais rien à manger, notre chef ne voulait pas nous payer ; il nous poussait à aller attaquer les musulmans au Km5 pour avoir notre pain quotidien ou à aller voler les téléphones ou les biens des musulmans pour pouvoir survivre» (entretien avec Nyk, Bangui, déc., 2017).

Le comble, c'est qu'étant la plupart du temps pris pour des combattants intrépides, ces jeunes enfants sont très souvent mis sur les lignes de front devant les adultes. Se sachant moins équipés en armement que les Séléka dont la force dans ce domaine n'était pas à démontrer, les responsables des Anti-balaka peuvent avoir choisi cette stratégie délibérément afin de tester l'ennemi en exposant les enfants en première ligne des combats. Ils se mettent ainsi à l'abri tout en convaincant les enfants de leur invulnérabilité face aux balles.

De 2016 à 2019, nous avons suivi un jeune ex-Anti-balaka (Nyk, déjà cité) pour comprendre en profondeur son parcours et sa situation actuelle. Voici ce qu'il nous disait lors de nos passages sur les raisons avancées jusque-là :

Je n'avais pas de grade. On nous appelait des enfants-soldats<sup>20</sup>. Donc nous ne sommes que des hommes de combats. (Nyk, Bangui, aout. 2017)

Quand les combats devenaient très durs, on voyait certains mourir puisqu'ils n'ont pas respecté les régimes [liés aux remèdes]. De ce fait, certains cherchaient à fuir et quand le chef les apercevait il les tuait. (Nyk, Bangui, avril, 2018)

**Aviez-vous un chef à la commande sur le terrain des opérations ?** Oui ; mais sur le terrain, nous étions avec le sous-chef. C'est quand les choses devenaient dures que le chef intervenait. (Nyk, Bangui, aout. 2017)

**Durant cette bataille, est-ce qu'il y a eu des pertes en vies humaines ou des blessées dans votre camp ?** Evidemment ce combat a infligé beaucoup de pertes en vies humaines et des blessées aux deux camps, les Séléka étaient lourdement armés et beaucoup d'enfants soldats ont perdu la vie dans cette bataille parce que les Séléka avaient une arme qui s'appelle *12-7*

---

<sup>20</sup> Dans une autre interview (Bangui, avr.. 2018), il disait « J'étais dans ce groupe comme enfant soldat. 'Enfant soldat' c'est-à-dire ceux qui combattent beaucoup sans peur, qui tuent sans pitié, c'est le rôle que j'ai joué »

**Pour l'instant tu ne fréquentes pas l'école, et s'il y a un événement qui explose, vas-tu reprendre encore les armes ?** Non, je ne peux plus reprendre encore les armes. Parce que j'ai peur... j'ai perdu beaucoup de mes amis enfants soldats dans cette bataille, et j'ai eu extrêmement peur de mourir très jeune (Nyk, Bangui, déc. 2017)

Ce témoignage est une preuve supplémentaire de l'enrôlement massif des jeunes enfants par les Anti-balaka. Vu le nombre de ceux qui sont tombés massivement sur les champs de bataille, il devient désormais difficile de dire avec exactitude combien d'enfants ont été enrôlés. Par conséquent, la vraie ampleur de ce phénomène reste toujours cachée. Dans les entretiens ci-dessus, notre informateur (Nyk) faisait référence spécifiquement à la grande bataille de Bangui, le 5 décembre 2013, lors de laquelle la tentative de prise du pouvoir par les Anti-balaka a entraîné une série d'offensives et de représailles entre Anti-balaka et Séléka et fait un millier de morts selon Amnesty international (AFP, Jeune Afrique 19 décembre 2013).

#### IV.2- Les effets de l'enrôlement des jeunes enfants sur leur scolarité et leur milieu de vie

Pour mieux comprendre les effets de l'enrôlement des enfants sur leur scolarité et leur mode de vie, commençons par cet extrait de l'interview que nous avons réalisée avec Owe, emmené à Bangui par les Anti-Balaka. Durant notre échange, nous avons essayé de déterminer les effets de son enrôlement par les Anti-balaka dans sa vie actuelle :

**Qu'est-ce que tu as appris de mauvais dans le groupe des Anti-balaka ?**

Je n'ai rien appris de mauvais.

**Tu vivais bien, tu mangeais bien, tu n'as pas eu de difficulté particulière ?**

Non, je vivais bien et je dormais bien aussi. Je n'ai pas rencontré de difficulté particulière.

**Qui était ton chef dans ce mouvement ?**

Il s'appelle XXX

**Penses-tu que ta vie aurait été différente si tu n'avais pas été dans le groupe anti-balaka ?**

Oui. Je serais en train de chercher du diamant. (Ent. avec Owe, 14 ans au moment de son enrôlement, Bimbo, 04 juin 2019).

Il nous fait cette déclaration alors qu'il nous avoue un peu plus tard que son ambition consiste à reprendre le chemin de l'école comme les autres enfants de son âge. En effet, ses parents sont des

orpailleurs, mais lui allait à l'école avant son enrôlement par les Anti-balaka. Le vécu avec ce groupe armé avait-il changé sa manière de voir les choses ? Voici encore ce qu'il dit par rapport aux enfants avec qui il était venu de Bossangoa :

**Certains vont-ils à l'école ?**

Non. Ils ne vont pas à l'école. Mais ils allaient à l'école avant les conflits.

Tous allaient donc à l'école avant leur enrôlement. Même si, à ce niveau, les sceptiques nuanceront que l'école ne fonctionnait pas de toutes les façons lors de ces conflits, nous avons là néanmoins la preuve que plusieurs enfants ont été éloignés de l'école et ont perdu tellement de temps que leur âge ne leur permet plus de reprendre leur scolarité. De plus, pour avoir quitté très tôt l'école, certains sont parfois dans l'impossibilité de dire avec exactitude combien d'années ils ont passé dans la rébellion. Bien que les combats entre Anti-Balaka et Séléka aient globalement privé, un peu partout en Centrafrique, les enfants de continuer normalement leur scolarité, ceux qui ont été associés directement aux Anti-balaka ont été les plus affectés.

Sur le plan social et relationnel, ces enfants sont aussi très affectés. C'est ainsi qu'après plus de deux visites, nous avons remarqué que Owe vivait en replis sur lui-même, à l'écart des autres enfants du quartier et même de son ménage. C'est alors que nous lui avons demandé :

**Je ne te vois pas jouer avec les autres enfants. Est-ce que vous vous amusez ensemble comme jouer au foot par exemple ?**

Oui.

**Certains jeunes enfants ne pensent-ils pas que tu es un ancien anti-balaka et se méfient de toi ?**

Si. Il y'en a qui me tiennent à distance à cause de cela (Ent. avec Owe, Bangui, juin 2019)

Cette situation discriminatoire est aussi vécue par Suj (13 ans au moment de son enrôlement) qui ne semble pas disposé à révéler sa véritable identité dans le quartier où il habite, au point que durant la journée, il est avec son ami dans un autre quartier et ne rentre chez lui que la nuit pour dormir. S'il le fait ainsi juste par habitude, il reste conscient que si sa véritable identité venait à être découverte par les gens de son quartier, il ne serait pas considéré de la même façon qu'il l'a été jusqu'à maintenant. Ces deux exemples prouvent que les expériences vécues par ces enfants

en font des exclus de leurs communautés du fait de l'étiquette « anti-balaka » souvent associée à des atrocités qui leur collent à la peau. Car si une partie de la population considère les Anti-balaka comme des défenseurs contre les Séléka, nombreux sont ceux qui gardent en tête les images négatives de banditisme, de vols, viols et assassinats au point de se méfier de ceux qui y sont associés.

Parfois vus comme des protecteurs, les histoires recueillies démontrent peu ou pas du tout de rejet de la part des familles des Anti-balaka de retour. Car, la plupart du temps, ils n'ont pas perpétré d'atrocités à l'endroit de leur propre famille. Cependant, ils étaient l'objet de déni de la part de la communauté lors des périodes d'accalmie relative durant lesquelles ils deviennent les bourreaux de la population civile :

Je ne peux pas retourner chez les Anti-Balaka, parce qu'avant mon entrée, les mères du quartier disaient « mon enfant, que Dieu vous bénisse, que Dieu vous bénisse... » [encourageant leur participation, ou au moins donnant une bénédiction], « mais ensuite, lorsque nous avons gagné la guerre [c'est-à-dire repoussé la Séléka hors de Bangui], ils disent que nous sommes des voyous. Ils ont changé leur discours. Donc, c'est la raison pour laquelle je dis que je ne peux pas revenir à ce groupe. [...] Ils ont encouragé les jeunes au début. Au début, lorsque la Séléka a envahi la ville, ils ont encouragé les jeunes, car la Séléka les a également fait souffrir. Mais lorsque nous avons fait passer la Séléka au KM 5, ils nous ont ensuite appelés des voyous, des bandits, des pilliers. Bref, des genres de mots qui peuvent nous frustrer. (Entretien avec Landry 14 ans au moment de son enrôlement, Bangui, mai 2018)

#### IV.3- Les effets de l'enrôlement des jeunes enfants sur leur conduite

Un enfant en pleine croissance qui est obligé de vivre pendant un certain temps dans des conditions difficiles avec des groupes armés non conventionnels, est forcément affecté par une telle expérience. Analysons les témoignages en commençant par ce jeune que nous avons rencontré en 2017 lors de nos travaux de terrain. Fyb<sup>21</sup>, qui avait juste 14 ans au moment de son recrutement, nous a fait savoir qu'il a été secouru par l'Unicef pour être formé en couture avec d'autres jeunes du même âge que lui. Cependant, l'appât du gain auquel ils sont habitués chez les Anti-balaka, a entraîné ses pairs dans les braquages et autres actes de banditisme. Pris en flagrant délit de vol de

---

<sup>21</sup> Le prénom a été changé

moto et d'autres biens, ceux-ci se sont retrouvés en prison. N'ayant pas réussi à s'insérer avec son kit de réintégration obtenu à la suite de sa formation, Fyb a perdu une bonne partie de son temps et s'est finalement reconverti en cordonnier.

En outre, l'implication de ces jeunes enfants dans les conflits en vient parfois à changer leur vision de la vie et de l'avenir. Certains, qui nous ont dit qu'ils se sont réellement vengés suite à l'assassinat de leurs parents, ne sont cependant pas en mesure d'abandonner la violence. La sœur de Kim (Sy avait 11 ans au moment de son enrôlement), que nous avons déjà présentée plus haut, nous avoue qu'en dépit du fait que son frère ait assez vengé la mort de leurs parents, elle ressent toujours une envie pressante de vengeance. Voici comment elle envisage le futur dans l'hypothèse qu'un conflit éclate :

**Si un conflit éclate, et qu'on te demande de choisir entre le refuge et les armes pour protéger tes proches, que choisirais-tu ?**

Je vais choisir de rejoindre un groupe armé pour protéger mes proches.

**Tu n'as pas peur de recevoir de nouveau une balle perdue ?**

Je suis habituée aux armes. (Entretien de terrain avec Sy, Bangui, déc. 2017)

Comme on peut le constater, le vécu avec les groupes armés change les enfants de telle manière que la vengeance a pris le dessus sur la justice, et la tendance à reprendre les armes est persistante. Voici ce que Sy nous disait sur son frère avec qui elle était chez les Anti-Balaka :

**Ton grand frère Kim a dit qu'à un moment donné, vous ne vous entendiez pas. Que s'est-il passé ?**

Je lui avais amené une jeune fille dont j'appréciais le comportement parce qu'il est seul et c'était juste pour l'aider. Mais il n'en voulait pas. Il voulait m'abattre. Heureusement que les voisins l'ont arrêté et lui ont prodigué des conseils. Après cela, il ne m'adressait plus la parole pendant trois mois. L'acte s'est produit quand nous étions arrivés à Bangui.

**Qu'est ce qui s'est passé exactement ? Pourquoi a-t-il refusé la fille ?**

Il dit qu'il avait beaucoup de soucis et qu'il n'avait pas de moyens pour entretenir une fille. En plus, il avait encore des rancœurs, donc il voulait d'abord en finir avant de reprendre une vie normale.

**Penses-tu que Kim [son frère] a changé après avoir quitté le groupe ?**

Il a beaucoup changé. Avant il était très méchant et n'aimait pas la blague. Mais après notre formation [les deux avaient suivi un processus de réintégration soutenu par l'Unicef], j'ai constaté un réel changement dans sa vie.

Ce cas nous enseigne que les soutiens reçus parviennent parfois à aider ces jeunes enfants à se rétablir après leur sortie des groupes armés. Malheureusement, comme nous l'avons déjà dit, tous n'en sont pas bénéficiaires et cette situation semble s'accroître chez les enfants auto-démobilisés. C'est la situation de Nyk, comme nous l'expliquait sa maman :

**Après sa sortie de ce groupe, quelle est votre perception sur la relation qui existe entre lui [Nyk] et sa famille ou sa communauté ?**

A sa sortie, à la moindre chose, il recourt à la force ou commet un acte violent à l'endroit des gens. Il ne rate aucune occasion pour créer des problèmes avec ses frères. C'est son caractère que je vous présente ici. (ent. avec la mère de Nyk, Bangui, mai 2018)

#### IV.4- Le manque d'opportunités après les conflits

Les jeunes enfants sortis des groupes armés vivent une situation totalement différente des autres par rapport à leur réinsertion économique. Il est vrai qu'il y a un manque d'opportunité d'emploi sur toute l'étendue du territoire national. Cependant, cette situation est davantage accentuée chez ceux qui ont été emmenés à Bangui depuis les provinces. Ils n'ont aucun appui, ni le soutien d'un parent pouvant leur permettre de se trouver des activités de leur âge, mis à part les réseaux des Anti-Balaka. Nombreux sont aussi ceux qui ont été formés dans les programmes de réintégration mis en œuvre par les ONG internationales. Toutefois, les suivis et les accompagnements vers l'emploi après les formations n'étant pas souvent assurés à cause du manque de ressources, ces enfants n'arrivent pas souvent à intégrer la société avec une activité génératrice de revenus stables. Cela leur rend la vie extrêmement difficile. Comme alternative, certains se font enrôler dans des tâches plus dures que ne leur permet leur âge et sont obligés de se battre au quotidien pour survivre, abandonnés qu'ils sont à eux-mêmes après leur sortie des groupes :

En tant qu'hommes, on devrait se débrouiller pour la suite. Même s'il s'agit de vendre du bois de chauffe pour vivre, on le faisait...

**Comment vis-tu actuellement au quotidien ?**

Avant, je faisais la culture maraichère. Mais comme ça ne marche pas maintenant, je suis resté à la maison. Si quelqu'un a un travail à me donner, je le fais pour survivre.

### **Quel type de travail ?**

Fabriquer des briques, débrousser les concessions des particuliers, sarcler les champs, etc. (entretien de terrain avec Suj, Bangui, juin 2019)

La vie de plusieurs enfants a ainsi basculé pour de bon, alors qu'ils auraient pu vivre une vie convenable grâce à un travail décent s'ils n'avaient pas été associés à la guerre des adultes. Si certains ont eu la chance de suivre des formations professionnelles avec les ONG, d'autres, qui se sont auto-démobilisés, semblent sans issue. Suj regrette ce qu'il est devenu maintenant :

Si j'étais au village et qu'il n'y avait pas eu la guerre, étant devenu jeune adulte comme aujourd'hui, j'aurais fait un grand champ dont je vendrais les produits afin de répondre à mes besoins. Mais on s'est aguerri dans la guerre. Deux ans de rébellion, c'est beaucoup. Tout ce que j'espère, c'est que je ne sois pas tenté par le vol ou le braquage. Si le matin, je sors et que j'arrive à trouver de quoi manger, je ne peux qu'en remercier le ciel...(entretien de terrain avec Suj, Bangui, juin 2019)

Cet ami de Kim (ci-dessus cité) vit le même défi que lui. En mai 2018, nous l'avons rencontré entre 15h et 17h en ville et il n'avait rien mangé de toute la journée. Il comptait manger des mangues trouvées en route en rentrant à la maison. Pour oublier ce trouble, il était prêt à faire un troisième stage supplémentaire non payé, et sans frais de transport, dans son centre de formation. Il attendait toujours le certificat de son premier stage, obligatoire pour chercher un travail. Mais le fait de s'en occuper avec un nouveau stage encore lui permettrait de rentrer le soir fatigué avec seulement l'envie de dormir, sans s'occuper avec ses anciens compatriotes anti-balaka. Sa sœur avait suivi une formation de couture, sans succès. Le professeur n'est presque jamais venu et a finalement été renvoyé. La machine à coudre qu'elle a reçue à la fin de sa formation n'était pas en bon état et elle ne savait pas comment s'en servir. Elle a fini par retourner à l'école. Elle a gagné un peu d'argent en vendant des beignets et du lait le soir sur le bord de la route. Elle le faisait avec son amie. Leurs affaires étaient vraiment limitées. Quand à Kim, il a finalement été obligé de remobiliser son ancien réseau anti-balaka pour disposer d'une parcelle et d'y développer une culture maraichère. Ce qui renforce davantage sa confiance au réseau des Anti-Balaka encore existant avec toutefois le risque d'un re-recrutement.

En ce qui concerne les filles, il a été démontré que les perceptions (socioculturelles) relatives aux filles sont souvent liées à la place qu'on leur attribue dans les communautés en temps normal

(essentiellement autour du mariage et du caractère docile et pacifique). De ce fait, il se développe des craintes liées à ce qu'elles ont vécu au sein des forces et groupes armés, soupçons liés aux violences sexuelles qu'elles sont susceptibles d'avoir subies et l'acquisition de comportements guerriers. Ainsi, comme cela a été montré ailleurs, elles auront moins de possibilités de se marier que les autres filles, du fait des « jugements et craintes » de la communauté qui les considère comme « ayant perdu leur valeur » (Bodineau, 2012: 52). Quoi de plus déprimant que de perdre sa scolarité et son enfance, et de ne plus avoir la possibilité de se marier juste parce que, selon la communauté, l'on a acquis une « mentalité militaire » - ce qui suggère que la fille est devenue brutale, mal élevée, agressive, « un voyou » ou a collaboré avec des voleurs (Bodineau, *ibid.*) Il est fréquent d'entendre dire en Centrafrique que les femmes militaires ne sont « bonnes » pour se marier qu'avec des militaires. Même si cela n'est pas toujours le cas dans la pratique, nous n'étions pas étonnés de voir la sœur de Kim se fiancer à un militaire lors de notre dernière visite en juillet 2019.

#### IV.5- Les effets de l'enrôlement des enfants sur le plan psychologique

Nombreux sont les enfants qui ont été des témoins oculaires, voire des acteurs d'actes de tueries les plus atroces perpétrées par les Anti-Balaka. Ils en ont encore les images et vivent avec les stigmates, d'autant plus que les Anti-balaka sont réputés pour assassiner leurs ennemis avec les machettes (*Balaka*) comme nous l'a dit un de nos jeunes informateurs à qui on a remis une machette après la perte de son arme sur un champ de bataille (cf. supra Chap. 3).

Alors que le pays ne dispose quasiment pas d'assez de psychologues pour prendre en charge les problèmes psychiques que vivent les Centrafricains, être victime d'un traumatisme reste un défi face auquel les jeunes enfants précédemment enrôlés par les Anti-Balaka sont souvent désarmés : Soz<sup>22</sup>, faisant face à des propos discriminatoires de la part de ses oncles qui, à la moindre occasion, le traitent d'assassin et menacent de le chasser de leur maison, nous fait part de ses cauchemars :

« Souvent, je fais des cauchemars la nuit ; mais ce sont les poudres que ma belle-famille me donne qui m'aident. Ce sont des poudres qu'on brûle dans la chambre avant que je n'aille me coucher. Ça m'a énormément aidé ces deux derniers jours. Car souvent la nuit, je me réveille et j'ai envie de m'enfuir de la maison si on ne me retient pas. Je rêve souvent des choses que j'ai faites lorsque j'étais encore là-bas... »  
(Soz, 14 ans au moment de son enrôlement, oct. 2017)

---

<sup>22</sup> Le prénom a été changé

La mère de Nyk a vécu la même chose avec son fils :

**Vous dites qu'il fait des cauchemars. Comment ? Pourriez-vous nous expliquer ?**

Lui-même il peut vous expliquer ses cauchemars

**Est-ce qu'il vous explique la suite des cauchemars ?**

Non, il ne m'a pas raconté... Mais, parfois il parle beaucoup dans son sommeil puis à la fin, quand je lui demande, il me dit qu'il fait beaucoup de cauchemars la nuit. (ent. avec la mère de Nyk, Bangui, Decembre 2017)

Comme nous le disions, si certains enfants ont eu la possibilité de suivre un processus de réintégration qui leur a permis d'être suivi et de bénéficier d'un accompagnement sur le plan psychologique (mais aussi professionnel), d'autres n'ont pas eu cette chance et doivent se débrouiller au quotidien afin de s'en sortir.

## CHAPITRE V : LES RELATIONS ET LA LOYAUTÉ ENVERS LES ANCIENS CHEFS DE GROUPES ARMÉS PERSISTENT

Les jeunes retirés des groupes armés, en particulier ceux qui faisaient partie des Anti-balaka, vivent souvent à proximité de leurs anciens commandants (les « comzones »). Ces derniers exercent encore parfois un contrôle important sur ceux qui étaient auparavant sous leur commandement, même après que ces enfants et ces jeunes aient été « libérés et retirés » des groupes armés, ou qu'ils aient achevé des programmes de formation professionnelle combinés à une aide psychosociale permettant leur réintégration socio-économique. Les contacts peuvent être initiés par les comzones, mais les jeunes peuvent également entretenir eux-mêmes ces relations. Nous essayons d'expliquer la relation réciproque en analysant la nature des contacts qui continuent d'exister afin de démontrer en quoi ces types de relations peuvent avoir des impacts négatifs sur le vécu de ces enfants.

### V.1- Connexions, réseaux et contact régulier avec les Comzones

Dans la plupart des cas, les informateurs ont déclaré qu'ils étaient toujours en contact régulier avec leurs anciens commandants. Souvent, ils habitent dans le même quartier. Des réunions régulières ont lieu, ce qui signifie que les anciens réseaux rebelles sont toujours intacts. Kim, qui a été retenu par son commandant pour bénéficier d'un programme de réintégration financé par l'Unicef, nous dit qu'il a commencé la formation tout en restant dans le groupe. Il en est sorti ensuite pour aller habiter non loin de leur ancienne base :

« Et notre base était juste dans une construction en brique à quelques mètres d'ici. Nous sommes restés avec eux de fin 2013 à 2015. »

[...]

**Chercheur : Êtes-vous toujours en contact avec le marabout et le leader de votre groupe ?**

Quant au marabout, il est rentré chez lui à PK 13 et je n'ai aucun contact avec lui. C'est avec le chef du groupe que je suis en contact permanent jour et nuit. Même ce matin, je l'ai rencontré. Il marchait sur le chemin et je l'ai même informé de notre rendez-vous. Il m'a remercié et est parti vaquer à ses activités. [...] (ent. avec Kim, Bangui, mai 2018)

De même, Landry confirme qu'il existe des contacts réguliers entre lui et son ancien commandant : Landry (18 ans en 2017) est un jeune tailleur. La MINUSCA l'a aidé à l'âge de 18 ans à sortir des structures anti-balaka. Il a suivi une formation en couture et s'est vu proposer un soutien psychosocial et un programme d'éducation civique.

**Le voyez-vous toujours [son ancien commandant anti-balaka] ? ... Êtes-vous toujours en contact ?**

Oui, nous sommes toujours en contact.

**Comment ?**

Nous sommes en contact parce que, puisque que je confectionne des vêtements, sa famille, ses enfants et sa femme viennent faire confectionner leurs vêtements chez moi. S'il a un problème qui le dépasse, il vient me demander. Je lui donne. Nous gardons donc le contact comme ça, mais pas le contact de la rébellion. (ent avec Landry, Bangui, mai 2018)

La tante de Landry a déclaré à propos du contact entre Landry et son ancien commandant :

Je pense que son commandant est toujours proche de lui parce qu'il [Landry] a joué le rôle de secrétaire à côté de ce dernier. [...] Non, je n'accepte pas qu'il parle de son commandant, car il est toujours à ses côtés et qu'ils continuent à faire leur bêtise. (Entretien avec la tante de Landry, Bangui, mai 2018)

Ce qui précède montre que, fin 2017, les deux jeunes hommes étaient quotidiennement en contact avec leurs anciens commandants et qu'ils restent étroitement liés. Ils vivent à proximité les uns des autres, se rendent visite ou se rencontrent régulièrement et semblent partager des relations confidentielles.

Dans les cas où la distance géographique entre les anciens combattants et leurs commandants / chefs de groupes armés est plus grande, certains semblent entretenir des contacts téléphoniques réguliers. Nous avons également recueilli des informations selon lesquelles, dans le quartier de Boeing, en période de grande tension dans la capitale au mois d'avril 2018, un ancien comzone avait contacté ses éléments par SMS pour les mobiliser.

Kim : C'est parce que tout le monde a un téléphone portable en ce moment ; les commandants nous envoient des messages au téléphone pour qu'on se regroupe [...] (enquête de terrain, Bangui, mai 2018)

Ces témoignages attestent de la vulnérabilité de ces jeunes qui, après avoir été mobilisés par les chefs anti-balaka, et démobilisés par les organisations onusiennes et de protection de l'enfant,

courent de nouveau le risque d'une remobilisation du fait des contacts qui existent entre eux. Les comzones continuent ainsi d'avoir de l'influence sur les anciens enfants qui étaient sous leur commandement.

## V.2- Potentiel de remobilisation

Au cours de notre travail de terrain intensif en décembre 2017, nous avons évoqué des cas dans lesquels ces réseaux d'acteurs armés, dont les jeunes font toujours partie, peuvent être rapidement mobilisés de nouveau pour « défendre », « attaquer » ou mener des activités criminelles. Parfois, ce potentiel réside dans la solidarité ressentie envers les anciens membres du groupe.

Cette situation paraît tellement évidente que, par exemple, la tante de Landry essaie de l'occuper chaque fois qu'il y a un semblant de bruit [des coups de feu / explosions possibles, et ce n'est pas improbable] au quartier PK5 [pas très loin de chez lui]. Chaque fois qu'un tel bruit commence, elle demande à sa petite fille d'aller l'appeler et elle lui confie des tâches ménagères. Cela le tient occupé et permet à sa tante de le surveiller de près. Cela signifie que sa tante s'attend à ce qu'il soit contacté et agisse lorsque son ancienne structure de commandement lance un appel aux anciens combattants.

Un employé de Caritas, que nous avons interrogé, a déclaré que même si les enfants suivent une formation professionnelle dans le cadre du projet Caritas, les anciens commandants peuvent toujours influencer certains d'entre eux pour qu'ils installent des barrages routiers et volent à leur guise. Un de ces jeunes a récemment été tué et d'autres se sont retrouvés en prison. Ce qui précède montre le potentiel des anciens membres du groupe à se « mobiliser » de nouveau dans l'action collective à cause de sentiments de vengeance, de solidarité ou de loyauté envers les anciens membres ou dirigeants du groupe - ou pour la protection du groupe ou du quartier auquel les membres s'associent.

## V.3- Les Comzones comme des intermédiaires clés pour l'UNICEF et les ONG

Les comzones et les chefs de groupes armés sont les principaux négociateurs avec les ONG et l'UNICEF au nom des enfants soldats qui se trouvent sous leur commandement. Cela confère un pouvoir considérable à ces personnes qui jouent un rôle important dans tout le processus de démobilisation. Cela signifie également que les jeunes qui quittent ou fuient eux-mêmes les

groupes armés ont beaucoup plus de difficultés à accéder à l'aide formelle, car ils ne peuvent pas passer outre les comzones / anciens dirigeants pour accéder aux programmes de réintégration. En d'autres termes, les comzones fournissent les listes d'enfants à communiquer aux ONG, et ce sont les comzones qui négocient avec les ONG / l'UNICEF. Cela signifie que leurs réseaux sont importants pour les ONG et l'UNICEF. Et en négociant avec eux, l'autorité des comzones est réaffirmée. Par voie de conséquence, au vu du manque d'opportunité d'emploi auquel font face les jeunes, beaucoup sont parfois obligés de rester dans l'ombre des comzones afin de bénéficier de ce genre d'opportunités. L'avenir des jeunes peut ainsi être hypothéqué pendant une longue période par des attentes créées par des promesses, surtout dans les situations où certains commandants sont des membres des FACA et que l'ambition de certains jeunes consiste à intégrer les rangs des FACA.

#### V.4- Les figures paternelles et sentiments de reconnaissance

Une plus grande intensification de la relation entre les jeunes et les comzones peut se produire lorsque les jeunes ont perdu leurs parents pendant la guerre, comme ce fut le cas de Kim et de sa sœur qui ont perdu leurs parents dans le conflit :

Ce qu'il [le chef de son groupe] a fait pour moi, je ne peux pas l'oublier. Parce qu'il est difficile de donner naissance à un enfant et de s'en occuper. Dans des situations difficiles, il a pris notre défense et nous a protégés jusqu'à aujourd'hui. Donc, je le vois comme un père pour moi. Quand j'ai des problèmes, je vais le voir pour lui expliquer et il promet de m'aider. Le jour venu, il tient sa promesse (enquête de terrain, Bangui, mai 2018).

Être placé sur une liste et être accepté pour une formation peut engendrer un sentiment de gratitude, de reconnaissance ou de dette chez les jeunes.

Il y en a beaucoup qui n'ont pas pu bien se tirer d'affaire comme moi.

**Comment? Pouvez-vous décrire leur vie actuelle?**

Leur vie actuelle est vraiment douloureuse. Ceux qui ne s'en sont pas sortis comme moi, ce sont ceux qui menacent aujourd'hui dans les provinces de la RCA. Ce sont ceux qui sont incontrôlés aujourd'hui dans les provinces, qui tuent nos parents ... qui tuent dans les provinces.

**Avez-vous une certaine loyauté envers votre chef parce qu'il vous a donné cette opportunité ?**

Oui, je le remercie également car c'est grâce à lui que je suis devenu ce que je suis aujourd'hui. S'il ne m'avait pas choisi, aujourd'hui, je pense que je serais moi aussi dans la brousse en train de tuer des gens pour les butins de guerre. Mais depuis qu'il m'a pris, j'ai appris aujourd'hui à m'adapter. Je suis donc reconnaissant envers lui. (Entretien avec Landry, Bangui, mai 2018)

Landry est conscient du fait que beaucoup de ses compagnons n'ont pas été sélectionnés, ce qui peut renforcer encore plus le sentiment de gratitude envers son ancien chef. En plus, il sera peut-être plus difficile de « réintégrer » ces jeunes plus tard, en raison de leur faible niveau d'instruction, de leur manque de confiance dans l'apprentissage et de leur longue expérience du combat.

## CHAPITRE VI : DISCUSSION ET CONCLUSION SUR LES EFFETS A LONG TERME

En général, les jeunes enrôlés par les Anti-Balaka, bien que leurs trajectoires soient diverses, font toujours face à des difficultés d'intégration économique et sociale. Nous avons vu que les effets des programmes d'intégration sont souvent importants pour la réhabilitation sociale et psychologique des enfants ; mais ces interventions sont souvent trop limitées dans le temps et en moyens. Il manque un accompagnement à long terme et un suivi individuel. A part cela, beaucoup d'enfants se sont auto-démobilisés, ou ne sont plus des enfants / mineurs au moment où ils rencontrent les ONG qui s'occupent de l'aide aux 'enfants soldats', bien que pendant les événements en 2013 et 2014, ils étaient encore enfants.

Quelques-uns rêvent encore de revanches ou sont hantés par des rêves et des souvenirs de violence. La société fait recours à des méthodes spirituelles pour leur venir en aide, à condition que ces jeunes fassent preuve d'ouverture et que leur entourage connaisse leurs problèmes et essaye de les aider. Par contre, d'autres se cachent et refusent de parler de leurs problèmes.

Les résultats montrent aussi qu'il existe une interdépendance durable entre les jeunes et leurs anciens dirigeants dans les groupes armés. Les organisations des Nations-Unies et les ONG permettent en partie aux anciens chefs rebelles de conserver leur influence sur les jeunes, car elles travaillent avec eux comme intermédiaires pour avoir accès à ces jeunes, ce qui leur permet de donner des droits tels que des places dans des programmes de formation et l'accès aux programmes de pré-DDR /DDR. En retour, la plupart des jeunes font preuve de loyauté envers leurs anciens chefs, bien après leur démobilisation.

Nous souhaitons avant tout souligner que ces réseaux d'anciens chefs rebelles et d'anciens enfants soldats sont toujours très soudés. Cependant, il était difficile pour les chercheurs de comprendre parfaitement le fonctionnement exact de ces réseaux, parfois dormants : certains dirigeants anti-balaka ont en fait été arrêtés et emprisonnés ; d'autres sont libres ; certains ont même fait leur entrée dans l'armée ou sont rachetés dans le cadre d'un programme de retraite soutenu financièrement par les États-Unis. Les chercheurs étaient peu disposés à rencontrer les

nœuds de ces réseaux après une rencontre tendue avec un comzone qui était venu en compagnie d'un de ses « éléments » et qui portait dans sa poche un pistolet assez visible.

En particulier, ces enfants et jeunes qui ne disposent pas d'un réseau solide à Bangui (perte de contact avec leurs familles, eux-mêmes déplacés) et ceux qui n'ont pas de bonnes relations avec leur famille ou ne vivent pas dans de bonnes conditions matérielles peuvent se sentir attirés par ces réseaux. Dans ces cas, on peut dire que, certes, il est question de «démobilisation» (DDR enfant), mais cette «démobilisation» est souvent inefficace. Quant au «désarmement», nous n'avons pas assez d'informations là-dessus. Les alliances que les jeunes recherchent avec les commandants de guerre sont conformes à ce que d'autres ont décrit comme une navigation dans les liens sociaux et les options qui se présentent dans des situations de guerre - et, nous pouvons ajouter-, se poursuivent à la suite ou au-delà de la guerre (voir également Debos 2016) pour échapper à la mort sociale qui caractérise autrement leur situation (Vigh 2006: 31). En d'autres termes, les jeunes cherchent souvent activement à sortir de conditions marginales et de sombres perspectives en appliquant parfois des «méthodes opportunistes, parfois fatalistes et tactiques» (*ibid.*) afin de ne pas succomber à leur situation extrêmement marginale et économiquement défavorisée. De ce point de vue, on peut comprendre qu'il est intéressant, pour certains enfants et adolescents, de rejoindre un groupe armé, mais aussi surtout de conserver des liens sociaux avec les commandants et les personnes influentes en période de cette prétendue démobilisation et réintégration, afin d'améliorer ses chances et ses perspectives d'avenir (Christiansen et al 2006: 9). Ce sont des patrons qui vont potentiellement distribuer des ressources, peut-être en plaçant leur nom sur une liste de DDR pour l'UNICEF / la MINUSCA, ou fournir une entrée dans l'armée - comme cela semble s'être produit récemment. Même si, à l'heure actuelle, de telles zones comtales n'ont pas grand-chose à distribuer, le déclin économique, la guerre et l'impasse actuelle du processus de DDR signifient que les réseaux sociaux et les réseaux patrimoniaux se contracte (Vigh 2006: 38) - certaines ressources peuvent encore être disponibles pour ceux qui sont plus proches d'un patron. Pour ces jeunes, ce qui compte, c'est la possibilité d'accéder à des opportunités dans le futur. Pour la Guinée Bissau, Vigh a noté:[...]

Être exploité par un client grâce à un échange inégal de ressources, de faveurs et d'obligations est actuellement ce que beaucoup de jeunes peuvent espérer de mieux [...] Au-delà de l'exploitation, la relation renferme, en d'autres termes, une possibilité. (Vigh 2006: 48-49)

Ces références à la patrimonialité ont pour but de préciser qu'à Bangui, certains réseaux restent intacts, même s'ils sont latents, pas seulement parce que les comzones peuvent encore avoir besoin de jeunes pour fonctionner (barrages routiers ou faire des courses), mais parce que les jeunes espèrent que faire partie du réseau patrimonial conduira à des ressources dans un proche avenir sous forme de capital, qu'il soit social, économique ou symbolique. Ce n'est peut-être pas un geste conscient et calculé pour beaucoup. Il s'agit plutôt d'un mécanisme puissant inhérent à la société, qui peut en partie aider à expliquer les origines de la mobilisation des jeunes.

## Bibliographie

### Ouvrages

- Bertaux, D., 1997. *Les récits de vie, perspective ethnosociologique*, Paris, Nathan.
- Bodineau, S., 2012. *Figures d'enfants soldats. Puissance et vulnérabilité*, Marquis : Presses Universitaires de Laval.
- Emmerson, R., 1995. *Writing ethnographic fieldnotes*, Chicago: The University of Chicago Press
- Debos, M., 2016. Introduction. In *Living by the Gun in Chad: Combattants, Impunity and State Formation*. London: Zed Books.
- Lombard, L., 2016. *State of Rebellion: Violence and Intervention in the Central African Republic*. London: Zed Books.
- Mossoa L., 2015. *Où va la Centrafrique?*, Paris: L'Harmattan.
- Pineau G. & Michèle, M., 1983. *Produire sa vie : autoformation et autobiographie*, Montréal: Editions coopératives Albert Saint-Martin.
- Thomas, Y., 2016, *Centrafrique: un destin confisqué. Histoire d'une domination française, éd. Agone*, Coll. Dossiers Noirs.
- Vigh, H., 2006. *Navigating terrains of war: youth and soldiering in Guinea Bissau*, New York: Berghahn Books.

### Articles scientifiques

- Both, J. & Reis, R., 2014. Unfulfilled promises, unsettled youth : the aftermath of conflict for former child soldiers in Yumbe District, north western Uganda. *Intervention*, 12(3), pp.344–355.
- Cérian Mayneri A., 2014. La Centrafrique entre prédation, violences et persécutions, *Hommes & Libertés*. 168, pp. 33-35; Url : <https://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2015/01/Monde-3.-La-Centrafrique-entre-pr%C3%A9dation-violences-et-pers%C3%A9cutions.pdf>.
- Chauvin E., & Seignobos C., 2013. L'imbroglie centrafricain. État, rebelles et bandits, *Afrique contemporaine*, 248, pp. 119-148; Url : <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2013-4-page-119.htm>
- Denov, M. & Buccitelli, A., 2013. Navigating Crisis and Chronicity in the Everyday: Former Child Soldiers in Urban Sierra Leone. *Stability: International Journal of Security and Development*, 2 (2) 45, pp. 1-18
- Drumbl, M. & Rona, G. 2018. Navigating Challenges in Child Protection and the Reintegration

- of Children Associated with Armed Groups. In: O'Neil, S. & K. Broeckhoven (eds.) *Cradled by Conflict: Child Involvement with Armed Groups in Contemporary Conflict*. United Nations University, pp. 210-233.
- Fabian, J., 2003. Forgetful Remembering : A Colonial Life in the Congo. *Journal of the International African Institute*, 73(4), pp.489–504.
- Lesueur T., 2014, « République centrafricaine : autopsie d'une crise méconnue, Institut français des relations internationales », *Politique étrangère*, pp.163-174,  
<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-3-page-163.htm>
- Lombard L., 2012, « Rébellion et limites de la consolidation de la paix en République centrafricaine », *in* *Politique Africaine*, N°125, pp. 189-208 ; Url : <https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2012-1-page-189.htm>
- Willemse, K., Morgan, R. & Meletse, J., 2009. Deaf, Gay, HIV Positive, and Proud: Narrating an Alternative Identity in Post-Apartheid South Africa. *Canadian Journal of African Studies*, 43(1), pp.83–104.

#### Rapports des Instituts de recherche et d'ONG

- Amnesty internationale, déc. 2013, République centrafricaine. Crimes de guerre et crimes contre l'humanité à Bangui ; Url : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2013/12/central-african-republic-war-crimes-and-crimes-against-humanity-bangui/>
- Child Soldiers International, 2016, Des milliers de vies à réparer : Les défis de la démobilisation et réintégration des enfants associés aux groupes armés en République centrafricaine ;  
 Url : <https://www.child-soldiers.org/Handlers/Download.ashx?IDMF=f61aefa1-5257-41b8-9f47-876533b40d63>
- International Crisis Group, sept. 2015, Centrafrique : les racines de la violence, Rapport Afrique N°230 ; Url : <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-roots-violence>
- International Peace Information Service (IPIS) & Danish Institute for International Studies (DIIS), sept. 2018, *République centrafricaine: Cartographie du Conflit*,  
<http://ipisresearch.be/publication/republique-centrafricaine-cartographie-du-conflit/>
- MSF, Dictionnaire pratique du droit humanitaire, « Groupes armés non étatiques » ; Url :

<https://dictionnaire-droit-humanitaire.org/content/article/2/groupe-armes-non-etatiques/>

OFPPRA, janv. 2018, Centrafrique : situation sécuritaire à Bangui depuis 2016 ; Url :

[https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/8.didr\\_republique\\_centrafricaine\\_situation\\_securitaire\\_a\\_bangui\\_depuis\\_2016\\_ofpra\\_25012018.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/8.didr_republique_centrafricaine_situation_securitaire_a_bangui_depuis_2016_ofpra_25012018.pdf)

Unicef, nov. 2018, La crise en République centrafricaine. Une urgence négligée : les enfants ont besoin de l'aide et de protection, ainsi que d'un avenir Url :

<https://www.unicef.org/media/47476/file>.

Actes juridiques, Conventions, Traités

Nations Unies (HCDH), 1989, *Convention relative aux droits de l'enfant* ; Url :

[https://www.francophonie.org/IMG/pdf/Convention\\_droits\\_de\\_l\\_enfant\\_N-Y\\_1989.pdf](https://www.francophonie.org/IMG/pdf/Convention_droits_de_l_enfant_N-Y_1989.pdf)

Nations Unies (HCDH), *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux* (Protocole II) ; Url :

<https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/ProtocolII.aspx>

Organisation de l'Unité Africaine, juillet 1990, *Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant*, Addis-Abeba (Ethiopie) ;

Url : [https://www.un.org/fr/africa/osaa/pdf/au/afr\\_charter\\_rights\\_welfare\\_child\\_africa\\_1990f.pdf](https://www.un.org/fr/africa/osaa/pdf/au/afr_charter_rights_welfare_child_africa_1990f.pdf).

Secrétaire général des Nations Unies, juillet 1998, *Statut la Cour Pénale Internationale* (CPI) ; Url :

<https://www.icc-cpi.int/nr/rdonlyres/add16852-ae9-4757-abe7-9cdc7cf02886/283948/romestatutefra1.pdf>.

UNICEF, 2007, *Les principes de paris : principes directeurs relatifs aux enfants associés aux forces armées ou aux groupes armés*, url :

<https://www.unicef.org/french/protection/files/ParisPrincipesFrench310107.pdf>

Reportage média

RFI, le 27 décembre 2012, « RCA : François Bozizé appelle la jeunesse à défendre son pays », url :

<http://www.rfi.fr/afrique/20121227-rca-francois-bozize-appelle-jeunesse-defendre-pays>

# ASC Working Papers



ASC Working Papers are only online available on the ASC website:  
[www.ascleiden.nl](http://www.ascleiden.nl) > Publications > ASC Series > ASC Working papers  
or: <http://www.ascleiden.nl/?q=content/asc-working-papers>

Vol. 1	Laurens van der Laan 1980	Modern inland transport and the European trading firms in colonial West Africa
Vol. 2	Klaas de Jonge 1980	Relations paysans, pêcheurs, capitalisme, état. Une étude d'une lutte de classe en Casamance (Sud Sénégal) <i>out of print</i>
Vol. 3	Gerti Hesseling 1981	Etat et langue en Afrique. Esquisse d'une étude juridique comparative
Vol. 4	Els van Rouveroy van Nieuwaal-Baerends & Emile van Rouveroy van Nieuwaal 1981	Conciliation et la qualité des relations sociales chez les Anufim du Nord Togo en Afrique de l'Ouest <i>out of print</i>
Vol. 5	Piet Konings 1981	Peasantry and state in Ghana. The example of the Veve Irrigation Project in the Upper Region of Ghana <i>out of print</i>
Vol. 6	C.A. Muntjewerff 1982	The producers' price system and the coffee and cocoa trade at village level in West Africa
Vol. 7	C.A. Muntjewerff 1982	Produce marketing cooperatives in West Africa
Vol. 8	Emile van Rouveroy van Nieuwaal & Els van Rouveroy van Nieuwaal-Baerends 1982	La Parcelle du Gendre comploteur. Manières coutumières et modernes d'acquérir des droits sur la terre, à N'zara (Nord Togo)
Vol. 9	B. Merx 1985	Zonder bloed geen vliegen <i>out of print</i>
Vol. 10	Laurens van der Laan 1987	Cameroon's main marketing board: History and scope of the ONCPB
Vol. 11	Laurens van der Laan 1988	Cocoa and coffee buying in Cameroon: The role of the marketing board in the South-West and North-West

Provinces, 1978-1987

- Vol. 12 Cyprian F. Fisiy  
1990 Palm tree justice in the Bertoua Court of Appeal:  
The witchcraft cases
- Vol. 13 Laurens van der Laan  
& Wim van Haaren African marketing boards under structural adjustment:  
The experience of Sub-Saharan Africa during the 1980s
- Vol. 14 Rob Buijtenhuijs  
1991 The revolutionary potential of African peasantries:  
Some tentative remarks
- Vol. 15 Deborah F. Bryceson  
& John Howe  
1993 Rural household transport in Africa: Reducing the burden  
on women?
- Vol. 16 Deborah F. Bryceson  
1993 Easing rural women's working day in Sub-Saharan Africa
- Vol. 17 Rob Buijtenhuijs &  
Elly Rijniere  
1993 Democrativering in Afrika ten zuiden van de Sahara  
(1989-1992). Deel 1: Een becommentarieerd overzicht  
van de literatuur. Deel 2: Onderzoekscapaciteiten in  
Afrika en in het Westen.  
*out of print*
- Vol. 18 Nina Tellegen  
1993 Rural employment in Sub-Saharan Africa. A bibliography.
- Vol. 19 Deborah F. Bryceson  
1993 De-Agrarianization and rural employment generation  
in Sub-Saharan Africa: Process and prospects.
- Vol. 20 Deborah F. Bryceson  
& Corina van der Laan  
1994 De-agrarianization in Africa.  
Proceedings of the "De-agrarianization and Rural  
Employment" workshop held at the Afrika-Studiecentrum,  
Leiden, May 1994
- Vol. 21 Deborah F. Bryceson  
& M. McCall  
1994 Lightening the load: Women's labour and appropriate  
rural techology in Sub-Saharan Africa
- Vol. 22 Tjalling Dijkstra  
1995 Food trade and urbanization in Sub-Saharan Africa: From  
the early Stone Age to the structural adjustment era
- Vol. 23 Patricia Paravano  
1997 Working for the future: Elite women's strategies in  
Brazzaville
- Vol. 24 R.J.A. Berkvens  
1997 Backing two horses: Interaction of agricultural and  
non-agricultural household activities in a Zimbabwean  
communal area
- Vol. 25 M. Demeke  
1997 Rural non-farm activities in impoverished agricultural  
communities: The case of North Shoa, Ethiopia
- Vol. 26 C.G. Mung'ong'o  
1998 Coming full circle: Agriculture, non-farm activities and the  
resurgence of out-migration in Njombe District, Tanzania
- Vol. 27 Ndalaha F. Madulu  
1998 Changing lifestyles in farming societies of Sukumaland:  
Kwimba District, Tanzania

- Vol. 28 George Jambiya  
1998 The dynamics of population, land scarcity, agriculture and non-agricultural activities: West Usambara Mountains, Lushoto District, Tanzania
- Vol. 29 Davis Mwamfupe  
1998 Changing village land, labour and livelihoods: Rungwe and Kyela Districts, Tanzania
- Vol. 30 Dick Foeken & Alice  
M. Mwangi  
1998 Farming in the City of Nairobi
- Vol. 31 Wijnand Klaver &  
Robert K.N. Mwadime  
1998 Food consumption and nutrition in the Kenya Coast
- Vol. 32 C. Manona  
1999 De-agrarianisation and the urbanisation of a rural economy: Agrarian patterns in Melani village in the Eastern Cape
- Vol. 33 P. McAllister  
1999 Agriculture an co-operative labour in Shixini, Transkei, South Africa
- Vol. 34 L. Bank & L. Qambata  
1999 No visible means of subsistence: Rural livelihoods, gender and social change in Mooiplaas, Eastern Cape, 1950-1998
- Vol. 35 Deborah F. Bryceson  
1999 African rural labour, income diversification and livelihood approaches: A long-term development perspective
- Vol. 36 Elly Rijnierse  
1999 The politics of survival. Towards a global, long-term and reflexive interpretation of the African contemporary experience
- Vol. 37 Barth Chukwuezi  
1999 De-agrarianisation and rural employment in Igboland, South-eastern Nigeria
- Vol. 38 Mohammed-Bello Yunusa  
1999 Not farms alone: A study of rural livelihoods in the Middle Belt of Nigeria
- Vol. 39 Mohammed A. Iliya  
1999 Income diversification in the semi-arid zone of Nigeria: A study of Gigane, Sokoto, North-west Nigeria
- Vol. 40 Kate Meagher  
1999 If the drumming changes, the dance also changes: De-agrarianisation and rural non-farm employment in the Nigerian Savanna
- Vol. 41 Jon Abbink  
1999 The total Somali clan genealogy: A preliminary sketch
- Vol. 42 Abdul R. Mustapha  
1999 Cocoa farming and income diversification in South-western Nigeria
- Vol. 43 Deborah F. Bryceson  
1999 Sub-Saharan Africa betwixt and between. Rural livelihood practices and policies
- Vol. 44 A. van Vuuren  
2000 Female-headed households: Their survival strategies in Tanzania

Vol. 45	Dick Foeken & Samuel O. Owuor 2000	Urban farmers in Nakuru, Kenya
Vol. 46	Poul Ove Pedersen 2001	Busy work or real business: Revaluing the role of non-agricultural activities in African rural development
Vol. 47	Tjalling Dijkstra 2001	Export diversification in Uganda: Developments in non-traditional agricultural exports
Vol. 48	Boureima Alpha Gado 2001	Variations climatiques, insécurité alimentaire et stratégies paysannes
Vol. 49	Rijk van Dijk 2002	Localising anxieties: Ghanaian and Malawian immigrants, rising xenophobia, and social capital in Botswana
Vol. 50	Dick Foeken, Samuel O. Owuor & Wijnand Klaver 2002	Crop cultivation in Nakuru town, Kenya: Practice and potential
Vol. 51	Samuel O. Owuor 2003	Rural livelihood sources for urban households A study of Nakuru town, Kenya
Vol. 52	Jan Abbink 2003	A Bibliography on Christianity in Ethiopia
Vol. 53	Henk Meilink 2003	Structural Adjustment Programmes on the African continent. The theoretical foundations of IMF/World Bank reform policies
Vol. 54	Chibuike C. Uche & Ogonnaya C. Uche 2004	Oil and the Politics of Revenue Allocation in Nigeria
Vol. 55	Jan Abbink 2004	Reconstructing Southern Sudan in the post-war era: Challenges and prospects of 'Quick Impact Programmes'
Vol. 56	Samuel M. Kariuki 2004	Creating the black commercial farmers in South Africa
Vol. 57	Marcel M.E.M. Rutten 2004	Partnerships in community-based ecotourism projects: Experiences from the Maasai region, Kenya
Vol. 58	Samuel M. Kariuki 2004	Failing to learn from failed programmes? South Africa's Communal Land Rights Act (CLRA 2004)
Vol. 59	Samuel M. Kariuki 2004	Can negotiated land reforms deliver? A case of Kenya's, South Africa's and Zimbabwe's land reform policy Debates
Vol. 60	Jan-Bart Gewald 2005	Learning to wage and win wars in Africa: A provisional history of German military activity in Congo, Tanzania, China and Namibia
Vol. 61	Jan-Bart Gewald 2005	The impact of motor-vehicles in Africa in the twentieth century: Towards a socio-historical case study

Vol. 62	John Sender, Christopher Cramer & Carlos Oya 2005	Unequal prospects: Disparities in the quantity and quality of labour supply in sub-Saharan Africa
Vol. 63	Jan-Bart Gewald 2005	Colonial warfare: Hehe and World War One, the wars besides Maji Maji in south-western Tanzania
Vol. 64	Abel Ezeoha & Chibuike Uche 2005	South Africa, NEPAD and the African Renaissance
Vol. 65	Dick Foeken 2005	Urban agriculture in East Africa as a tool for poverty reduction: A legal and policy dilemma?
Vol. 66	Marcel Rutten 2005	Shallow wells: A sustainable and inexpensive alternative to boreholes in Kenya
Vol. 67	Judith van de Looy 2006	Africa and China: A strategic partnership?
Vol. 68	Tabona Shoko 2006	"My bones shall rise again": War veterans, spirits and land reform in Zimbabwe
Vol. 69	Lwazi Siyabonga Lushaba 2006	Development as modernity, modernity as development
Vol. 70	John Sender & Carlos Oya 2006	Divorced, separated and widowed female workers in rural Mozambique
Vol. 71	Wale Adebaniwi 2007	Necrophilia and elite politics: The case of Nigeria
Vol. 72	Sabelo J. Ndlovu-Gatsheni 2007 2008 2009	Tracking the historical roots of post-apartheid citizenship problems: The native club, restless natives, panicking settlers and the politics of nativism in South Africa
Vol. 73	Sabelo J. Ndlovu-Gatsheni 2007	Giving Africa voice within global governance: Oral history, human rights and the United Nations (UN) Human Rights Council
Vol. 74	Jan-Bart Gewald 2010	Transport transforming society: Towards a history of transport in Zambia, 1890-1930
Vol. 75	Jan-Bart Gewald 2007	Researching and writing in the twilight of an imagined anthropology in Northern Rhodesia 1930-1960
Vol. 76	Dick Foeken, Samuel O. Owuor & Alice M. Mwangi 2007	School farming and school feeding in Nakuru town, Kenya
Vol. 77	Jan-Bart Gewald 2007	Spanish influenza in Africa: Some comments regarding source material and future research
Vol. 78	Zekeria Ould Ahmed Salem 2008	Le partenariat Union Européenne – Afrique dans l'impasse ? Le cas des accords de pêche

Vol. 79	Jeremiah O. Arowosegbe 2011	Decolonising the social sciences in the global South: Claude Ake and the praxis of knowledge production in Africa
Vol. 80	Abigail Barr, Marleen Dekker & Marcel Fafchamps 2008, updated in 2010	Who shares risk with whom under different enforcement mechanisms?
Vol. 81	Basile Ndjio 2008	Cameroonian <i>feyman</i> and Nigerian '419' scammers: Two examples of Africa's 'reinvention' of the global Capitalism
Vol. 82	Khalil Alio 2008	Conflict, mobility and language: the case of migrant Hadjaraye of Guéra to neighboring regions of Chari-Baguirmi and Salamat (Chad)
Vol. 83	Samuel O. Owuor & Dick Foeken 2009	Water Reforms and Interventions in Urban Kenya: International set-up, emerging impact and challenges
Vol. 84	Jan Abbink 2009	The Total Somali Clan Genealogy (second edition)
Vol. 85	Etanislav Ngodi 2009	Mouvement Nsilulu: Rupture ou continuité historique des messianismes congolais (1998 – 2003)
Vol. 86	Fatimata Diallo 2009	Espace public et technologies numériques en Afrique: Emergence, dynamique et gouvernance du cyberspace sénégalais
Vol. 87	Abigail Barr, Marleen Dekker & Marcel Fafchamps 2009, updated in 2010	Bridging the gender divide: An experimental analysis of group formation in African villages
Vol. 88	Michiel Stapper 2010	Tax regimes in emerging Africa: Can corporate tax rates boost FDI in sub-Saharan Africa?
Vol. 89	David U. Enweremadu 2010	La société civile et la lutte contre la corruption au Nigeria : Le cas des ONG anti-corruption
Vol. 90	Abigail Barr, Marleen Dekker & Marcel Fafchamps 2010	The formation of community based organizations in sub-Saharan Africa : An analysis of a quasi-experiment
Vol. 91	Obiamaka Egbo, Ifeoma Nwakoby, Josaphat Onwumere & Chibuike Uche 2010	Legitimizing corruption in government: Security votes in Nigeria
Vol. 92	Wijnand Klaver 2010	Underweight or stunting as an indicator of the MDG on poverty and hunger

Vol. 93	Marleen Dekker & Bill Kinsey 2011	Coping with Zimbabwe's economic crisis: Small-scale farmers and livelihoods under stress
Vol. 94	Saïbou Issa 2011	La SNV au Cameroun: 1963-2005
Vol. 95	Marja Hinfelaar 2011	A history of SNV from a Zambian perspective 1965-2005
Vol. 96	Kiky van Oostrum e.a. 2011	New mobilities and insecurities in Fulbe nomadic societies: a multi-country study in west-central Africa (Niger-Nigeria)
Vol. 97	Kiky van Oostrum e.a. 2011	Mobilités nouvelles et insécurités dans les sociétés nomades Fulbé (peules) : études de plusieurs pays en Afrique centrale de l'Ouest (Niger-Nigeria)
Vol. 98	Gary Baines 2012	A virtual community ? SADF veterans' digital memories and dissenting discourses
Vol. 99	Inge Brinkman & Mirjam de Bruijn, with Hisham Bilal & Peter Taban Wani 2012	The Nile Connection. Effects and meaning of the mobile phone in a (post-)war economy in Karima, Khartoum and Juba, Sudan
Vol. 100	Solani Ngobeni 2012	Scholarly publishing: The challenges facing the African university press
Vol. 101	Daan Beekers & Bas van Gool 2012	From patronage to neopatrimonialism. Postcolonial governance in Sub-Sahara Africa and beyond
Vol. 102	Adalbertus Kamanzi 2012	Can we construct differently from an experience of the degrading environment as function of the discourse of modernity? The answer is yes!
Vol. 103	Adalbertus Kamanzi 2012	Enriching ethnographic studies with anchoring vignette methodology
Vol. 104	Adalbertus Kamanzi 2012	"They needed an ethnographer: That is why they missed it!" Exploring the value of bananas among the Haya people of Bukoba, Northwestern Tanzania
Vol. 105	Paul Rabé & Adalbertus Kamanzi 2012	Power analysis: A study of participation at the local level in Tanzania
Vol. 106	Raphael O. Babatunde 2012	Assessing the effect of off-farm income diversification on agricultural production in rural Nigeria
Vol. 107	Samuel O. Owuor & Dick Foeken 2012	Water interventions for the urban poor: The case of Homa Bay, Kenya
Vol. 108	Gesesse Dessie 2013	Is khat a social ill? Ethical argument about a stimulant among the learned Ethiopians

Vol. 109	Sofiane Bouhdiba 2013	Will Sub-Saharan Africa follow North Africa? Backgrounds and preconditions of popular revolt in the Light of the 'Arab spring'
Vol. 110	Zelalem Debebe et al. 2013	Coping with shocks in rural Ethiopia
Vol. 111	Marleen Dekker 2013	Promoting gender equality and female empowerment: a systematic review of the evidence on property rights, labour markets, political participation and violence against women
Vol. 112	Dick Foeken, Howard Ching Chung, Terry N. Mutune & Samuel Owuor 2013	Urban water interventions and livelihoods in low-income neighbourhoods in Kisumu, Kenya
Vol. 113	Nwanneka Modebe, Okoro Okoro, Chinwe Okoyeuzu & Chibuike Uche 2014	The (ab)use of import duty waivers in Nigeria
Vol. 114	Samuel Aniegye Ntewusu 2014	The road to development: The construction and use of 'the Great North Road' in Gold Coast Ghana
Vol. 115	Merel van 't Wout & Marleen Dekker 2014	Navigating through times of scarcity: The intensification of a gift-giving economy after Dollarization in rural Zimbabwe
Vol. 116	Ton Dietz 2015	A postal history of the First World War in Africa and its aftermath. German colonies. I German Togo
Vol. 117	Ton Dietz 2015	A postal history of the First World War in Africa and its aftermath. German colonies. II Kamerun
Vol. 118	Ton Dietz 2015	A postal history of the First World War in Africa and its aftermath. German colonies. III Deutsch-Südwestafrika (SWA)
Vol. 119	Ton Dietz 2015	A postal history of the First World War in Africa and its aftermath. German colonies. IV Deutsch-Ostafrika/ German East Africa (GEA)
Vol. 120	Victor U. Onyebueke 2015	Globalisation, football and emerging urban 'tribes': Fans of the European leagues in a Nigerian city
Vol. 121	Samuel Aniegye Ntewusu 2015	The impact and legacies of German colonialism in Kete Krachi, North-Eastern Ghana
Vol. 122	Agnieszka Kazimierczuk 2015	Historical overview of development policies and institutions in the Netherlands, in the context of private sector development and (productive) employment creation

Vol. 123	Marion Eeckhout 2015	From billions to trillions: Is the Financing for Development Agenda universal and inclusive?
Vol. 124	Howard Stein & Samantha Cunningham 2015	Land grabbing and formalization in Africa: A critical inquiry
Vol. 125	Ton Dietz 2015	A postal history of the First World War in Africa and its aftermath. German colonies/postal areas. V Morocco
Vol. 126	Anika Altaf 2016	Defining, targeting and reaching the very poor. Bangladesh field report (co-published with the International Institute for Asian Studies, Leiden)
Vol. 127	Anika Altaf 2016	Defining, targeting and reaching the very poor. Benin field report.
Vol. 128	Anika Altaf 2016	Defining, targeting and reaching the very poor. Jeldu (Ethiopia) field report.
Vol. 129	Anika Altaf 2016	Defining, targeting and reaching the very poor. Addis Abeba field report.
Vol. 130	Anika Altaf 2016	Defining, targeting and reaching the very poor. Synthesis report Bangladesh, Benin and Ethiopia.
Vol. 131	Akinyinka Akinyoade & Chibuike Uche 2016	Dangote Cement: An African success story?
Vol. 132	Samuel Aniegye Ntewusu 2016	Between two worlds: A biography of Honourable chief Nana Obimpe of Ghana
Vol. 133	Samuel Aniegye Ntewusu 2016	Gyama Bugibugy (German gunpowder): A history of German presence in Nawuriland
Vol. 134	Stephanie Cawood 2016	Towards an itinerary of ideas. Intertextual mapping in the rhetoric of Nelson Mandela
Vol. 135	Ton Dietz 2016	Sustainable city initiatives in Africa and comparison with the OURSUS approach
Vol. 136	Rob van Tulder & Ton Dietz 2017	Een pleidooi voor duurzame diplomatie
Vol. 137	Djimet Seli 2017	Les barrières à la demande de service de vaccination chez les populations nomades de Danamadji, Tchad
Vol. 138	'Rantimi Jays Julius-Adeoye 2017	The Nigeria-Biafra war, popular culture and agitation for sovereignty of a Biafran nation

Vol. 139	Hans Schoenmakers 2017	The story of Kintu and his sons. Naming, ethnic identity formation and power in the precolonial Great Lakes Region of East Africa
Vol.140	Paul Kamau, Bethuel Kinyanjui, Akinyinka Akinyoade & Catherine Mukoko 2018	Assessment of Productive Employment Policies in Kenya
Vol. 141	Ton Dietz 2018	Destination Africa. The Dynamics 1990-2015
Vol. 142	Agnieszka Kazimierczuk, Paul Kamau, Bethuel Kinyanjui, Catherine Mukoko 2018	Never a Rose without a Prick: (Dutch) multinational companies and productive employment in the Kenyan flower sector
Vol. 143	Samuel Nana Abokyi 2018	The interface of modern partisan politics and community conflicts in Africa; the case of Northern Ghana conflicts
Vol. 144	Ton Dietz 2019	Mauritius and the Netherlands: Current linkages and the heritage of connections
Vol. 145	Meera Venkatachalam 2017	Turkey in Africa. Neo-Ottomanism and Islamic Humanitarianism
Vol. 146	Klaas van Walraven 2018	The historical long-term in the politics of the Central African Republic: Insights from the biography of Barthélémy Boganda (1910-1959)
Vol. 147	A. Barr, M. Dekker, F. Mwansa, and T.L. Zuze 2020	Financial decision-making, gender and social norms in Zambia: preliminary report on the quantitative data generation, analysis and results
Vol 148	Jonna Both, Marius Crépin Mougua & Mirjam de Bruijn 2020	Slaves, virgin concubines, eunuchs, gun-boys, community defenders, child soldiers: The historical enlistment and use of children by armed groups in the Central African Republic
Vol 149	Marius Crépin Mougua, Jonna Both & Mirjam de Bruijn 2020	<<Ceux qui combattent beaucoup sans peur, qui tuent sans pitié>> Effets du recrutement d'enfants de moins de 15 ans par les Anti-Balaka (2013-2014)